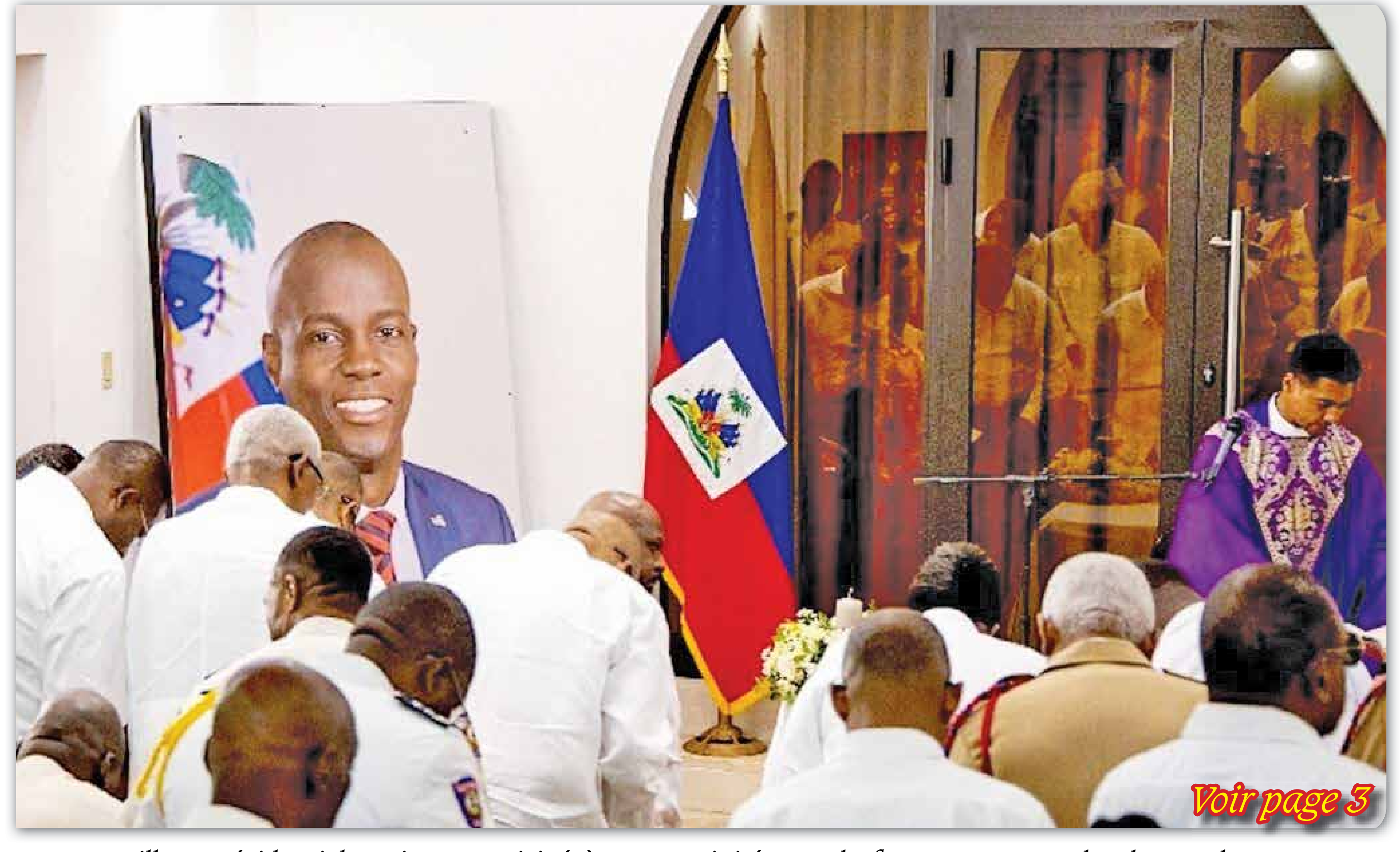
Vol 18 # 02 • Du 10 au 16 Juillet 2024
Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00



1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162
Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

COMMÉMORATION HYPOCRITE !


Voir page 3

Les conseillers-présidentiels qui ont participé à cette activité pour la forme sont pour la plupart des opposants farouches à l'ancien président assassiné Jovenel Moise

SECONDE ARRESTATION ILLÉGALE DE MARCELIN MYRTHIL !


Voir page 4

Le dimanche 7 juillet 2024 à Delmas 43, la police a séquestré le militant politique Marcelin Myrthil sous prétexte qu'il était en cavale









Qui dirige Haïti?

Par Berthony Dupont

Quelques semaines se sont écoulées depuis l'installation au pays d'un Conseil Présidentiel de Transition (CPT) avec une sorte de présidence tournante, et un mois après la formation d'un gouvernement ayant pour Premier ministre, Garry Conille un ancien Haut fonctionnaire des Nations-Unies, faut-il s'étonner, si certains ne cessent de se demander qui gouverne réellement Haïti dans la mesure où il existe un vrai malaise entre les deux têtes du Pouvoir exécutif ?

La genèse de ce conflit est le voyage du 28 juin au 6 juillet 2024 du Premier ministre aux Etats-Unis, où il a été justement convoqué par ses Tuteurs pour faire le bilan de ses 30 premiers jours au pouvoir. Depuis lors, le torchon brûle entre la Primature et le Conseil Présidentiel. Une correspondance a été publiée pour démentir ou clarifier certaines informations provenant des Conseillers eux-mêmes, selon lesquelles, ils n'ont pas été informés de ce voyage chez l'Oncle Sam « *J'ai l'honneur de vous informer, par la présente, que je dois conduire une délégation, du 28 juin au 6 juillet 2024, à Washington DC, dans le cadre d'une tournée d'inspection à l'ambassade d'Haïti. Aussi, j'en profiterai pour effectuer une visite au Conseil de sécurité des Nations-Unies le 3 juillet prochain* ». Effectivement le courrier du Premier ministre Garry Conille aux membres du Conseil Présidentiel de Transition (CPT) n'avait pas mentionné la visite au Département d'Etat américain ni celles à la Banque Mondiale et à la Banque Interaméricaine de Développement.

Les contacts du chef du Gouvernement intérimaire semblent irriter les membres du Conseil qui, selon la volonté des architectes qui ont fabriqué ce régime, a fait du CP, un simple organe consultatif sans aucun pouvoir réel. Et c'est là que le bât blesse puisque les Conseillers n'entendent pas rester les bras croisés et ne veulent non plus rester dans l'anonymat, voire dans un isolement doré. Sans oublier qu'ils veulent jouir de toutes les prérogatives du pouvoir, notamment recevoir des per diem. Selon eux, il ne revient pas uniquement aux membres du cabinet ministériel croupion de goûter aux fruits délicieux du pouvoir de facto.

Le sujet brûlant des changements au sein de la diplomatie haïtienne entamée par le gouvernement Conille a profondément blessé les Conseillers jusqu'à les forcer sous prétexte de l'orientation de la politique étrangère du pays à réagir par une lettre signée du Président du Conseil, Edgard Leblanc Fils, au Premier ministre le rappelant que *« Le Conseil Présidentiel de Transition (CPT) vous présente ses compliments et a l'avantage de souligner à votre attention l'importance de veiller à ce que les attributions présidentielles du CPT soient scrupuleusement respectées par le gouvernement.»*

Ce malaise s'est donc installé pour la seule raison que les deux têtes de l'Exécutif ne sont en réalité que de simples exécutants. La présidence et la Primature sont toutes les deux aux ordres sans tenir compte de la souveraineté du peuple qui est incompatible avec toute forme d'ingérence extérieure. Mais il apparaît jour après jour, que Conille est le préféré de Washington et soit la seule voie possible, le seul interlocuteur pour mener à bien le projet des puissances dominantes. Or, cela agace énormément la présidence de voir que tous les pouvoirs se retrouvent dans les mains du seul Premier ministre.

Ainsi les Conseillers essaient par tous les moyens possibles et inimaginables de partager les rôles toujours au service des grandes puissances impérialistes de sorte que l'épicentre du pouvoir n'est pas uniquement, la Primature. Il faut signaler que ce bras de fer entre les deux protagonistes de l'Exécutif est alimenté par la façon dont les puissances impérialistes se servent de leurs deux pions : la Primature et la Présidence, pour barrer la route au peuple travailleur de décider de son avenir. La seule différence, Garry Conille est leur porte-parole, leur homme de confiance, celui qu'elles ont été cherchées à l'ONU et sur lequel elles ont tout misé pour l'instant pour poursuivre l'œuvre de la destruction de l'État haïtien.

Tous les pouvoirs sont entre ses mains, notamment celui de mépriser la volonté de l'immense majorité de la population vivant dans la misère, le chômage et qui refuse d'être entraîné dans le chaos. Cette situation est de nature à entrainer des conséquences importantes dans l'évolution de la politique du pays victime des complots et machinations de toutes sortes des laquais locaux qui ont tout fait pour favoriser la tutelle du nouveau colonialisme déguisé.

En réalité, nous sommes en présence d'un véritable complot pour anéantir le peuple haïtien. Cette vérité ne doit échapper à aucun patriote, c'est le Département d'Etat américain à Washington et autres multinationales et bailleurs de fonds qui dirigent le pays à travers l'ambassadeur américain en Haïti Dennis Bruce Hankins. Que veulent, en fait, les puissances impériales, si ce n'est de préserver ce qui a été conquis et d'accumuler toujours plus de profits ? Pour cela, elles sont prêtes à détruire les conquêtes démocratiques et populaires arrachées par les luttes de la classe ouvrière afin d'imposer au peuple haïtien le langage de la soumission, selon lequel la solution de nos problèmes sera résolu entre les mains des puissances capitalistes exploiteuses.

Cette perspective, tôt ou tard, le peuple haïtien uni grâce à sa résilience révolutionnaire la mettra en déroute ainsi que toutes les formes de gouvernements parasitaires sous-traitants des impérialistes et prendra en main les destinées de son pays !

1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

RÉDACTEUR EN CHEF
Victoria T. H. Sylvain

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Guy Roumer

CORRESPONDANTS EN HAITI
Daniel Tercier
Bissainthe Anneseau

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Yves Camille
Jacques Elie Leblanc
Claudel C. Loiseau
Henriot Dorcent
Dr. Antoine Fritz Pierre
Eddy Toussaint
Edmond Bertin
Robert Garoute
Jacques Nési
Ed Rainer
Elysée Luckner Vil

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Didier Leblanc

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
computertrusting@gmail.com

Commémoration hypocrite !



Le révérend père Frantznel Limite officiant la messe de requiem en honneur du feu président Jovenel Moise, le dimanche 7 juillet, à la Villa d'accueil à Musseau.



Le discours de l'actuel président du Conseil présidentiel de la transition, l'ancien sénateur Edgard Leblanc

Par Marie Laurette Numa

Les anciens assassins prolongeant le règne du Premier ministre Ariel Henry baptisé du nom de Conseil présidentiel de transition (CPT) ont commémoré le dimanche 7 juillet, à la Villa d'accueil à Musseau, le troisième anniversaire de l'assassinat crapuleux de l'ex-président Jovenel Moïse en sa résidence privée à pèlerin 5.

Signalons que nombreux de ces personnalités politiques sans aucune exception qui font partie du régime actuel ont d'une façon ou d'une autre participé à cet assassinat. Si ce n'est pas dans le crime du sang maquillé avec les 19 colombiens et autres mercenaires de la classe politique traditionnelle haïtienne, même dans la diffamation, l'assassinat de son caractère, ils ont eu leur quote-part, ce qui leur permet aujourd'hui de jouer le rôle attribué par l'impérialisme.

Cette cérémonie de commémoration a été réalisée, en présence du premier ministre Garry Conille, des membres de son gouvernement, du directeur général ad intérim de la Police nationale d'Haïti (Pnh), Rameau Normil, du Haut état-major des Forces armées d'Haïti (Fad'H) et d'autres personnalités. Le corps diplomatique n'a pas été représenté puisqu'il a d'autres aspects plus importants à régler au lieu de retourner sur une affaire conclue à laquelle la communauté occidentale avait sans aucun doute donné le feu vert.

Les conseillers-présidentiels qui ont participé à cette activité pour la forme sont pour la plupart des opposants farouches à l'ancien président. On peut citer Leslie Voltaire de Fanmi Lavalas, Fritz Alphonse Jean du groupe Montana, Louis Gérald Gilles de Lavalas puis Noulha. Sans oublier l'ancien ambassadeur en République Dominicaine Smith Augustin sous le règne de l'assassiné.

Au cours de cette cérémonie hypocrite, le père Frantznel Limite qui officiait la messe de requiem en honneur du feu président a indiqué *« l'assassinat du 58e président de la république dans la nuit du 6 au 7 juillet 2021, rappelle le souvenir d'un évènement sinistre, tel un tonnerre dont l'écho ne pouvait ne pas retentir ».*

« La mort n'est pas un déni de la sacralité de l'être humain. Par contre, quand elle survient dont ne sait d'où, des manœuvres secrètes qui aboutissent à la mort déshonorante d'une créature humaine, la morale ne peut qu'être révoltée, la charité évangélique indignée et le patriotisme trahi, et la parole de Dieu, dans une telle circonstance ne peut pas se taire », a poursuit dans son homélie le père, Frantznel Limite.

En cette circonstance le discours le plus attendu était celui de l'actuel président du Conseil présidentiel de la transition, l'ancien sénateur Edgard Leblanc. En voici quelques extraits *« […] Je m'incline humblement avec un profond sentiment de tristesse mêlée d'angoisse devant la mémoire du feu Président Jovenel Moïse, assassiné dans la nuit du 6 au 7 juillet 2021, en sa résidence privée à Pèlerin 5 dans la commune de Pétion-Ville*

A l'occasion du 3e anniversaire de cet acte barbare exécuté par un commando de mercenaires haïtiens et étrangers, nous sommes réunis pour nous recueillir et réfléchir sur les conséquences de ce tragique assassinat.

L'assassinat de l'ex-président Moïse est une de ces tragédies que le pays ne devrait plus revivre.. Les hommes et les femmes politiques toutes tendances confondues, la nation entière doivent apprendre à s'accepter, s'unir, vivre ensemble par-delà leurs différences, pour que plus jamais, le pays ne soit exposé à pareille ignominie »

Arrivé au point du mensonge, dans la mesure de tromper la population, Leblanc a déclaré : que les assassins doivent être identifiés, traduits en justice et sévèrement punis ». *[…] Si feu le Président Moïse et sa famille n'obtiennent justice, quel autre citoyen lambda, quel Ministre, Premier ministre ou même Président de la République sera à l'abri d'une pareille menace? Personne. Vraiment personne. Il revient donc au Conseil Présidentiel de Transition, à l'administration du Premier Ministre Garry Conille de tout mettre en œuvre pour que justice leur soit rendue. Il importe que tous les moyens nécessaires soient accordés au juge en charge du dossier, au Commissaire du Gouvernement pour qu'en toute indépendance l'affaire soit poursuivie et conclue conformément aux procédures, et à la loi.*

Comme l'avait fait en maintes occasions le menteur patenté Ariel Henry, accusé dans l'assassinat par la clameur publique justement à cause de ses liens et rapports avec l'un des suspects clé dans l'assassinat, le nommé Joseph Badio, Leblanc lui-même a invité le Conseil Présidentiel de Transition et l'administration du Premier ministre Garry Conille à tout mettre en œuvre pour que justice soit rendue à l'ex-président et s'est dit engagé *« à faire avancer le dossier du procès de son assassinat afin que triomphe la justice ; pour que la nation haïtienne soit libérée de ce fardeau ignoble qu'elle porte sans le mériter »*.

Seconde arrestation illégale de Marcelin Myrthil !



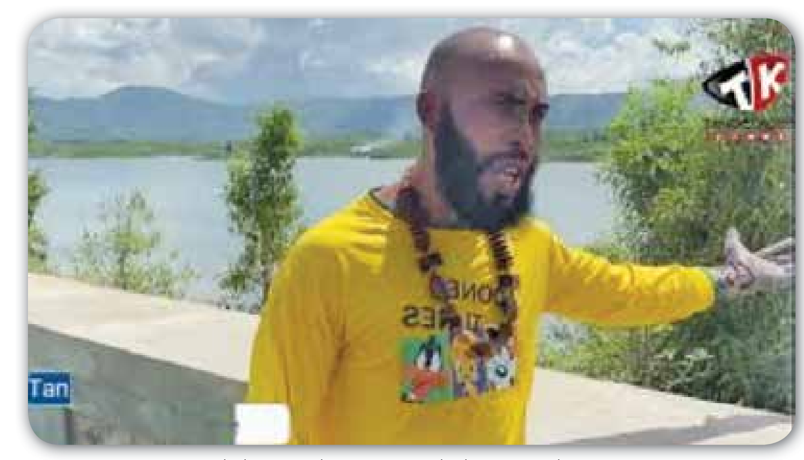
Première arrestation illégale du militant politique Myrthil Marcelin alias Arab dans la matinée du lundi 12 février 2024



Myrthil Marcelin délivrant des machettes dans les quartiers populaires comme armes de défense des masses contre les kidnappeurs



Pas de différence entre le directeur général ad intérim de la Police nationale d'Haïti Rameau Normil et son prédécesseur Frantz Elbé



Myrthil Marcelin visitant le barrage de Marion

Par Isabelle L. Papillon

C'était sous le règne de l'authentique criminel Premier ministre Ariel Henry, que le commissaire du gouvernement de Port-au-Prince d'alors Edler Guillaume avait lancé un mandat d'arrêt contre le militant politique Myrthil Marcelin alias Arab, l'accusant de crime contre la sureté de l'état parce qu'il dénonçait le régime de facto du Premier ministre Ariel Henry et des groupes armés qui terrorisaient la population via l'entreprise du kidnapping.

Son combat a été manifesté en délivrant des machettes dans les quartiers populaires comme armes de défense de sorte que les masses s'organisent en brigades de vigilance. Il a été arrêté alors qu'il rendait une visite de courtoisie dans la ville des Cayes pour apporter sa solidarité à une famille victime d'une violence policière, au cours de laquelle un jeune garçon avait reçu chez lui une balle mortelle. Des hommes armés du Délégué Départemental du Sud, Ketnor Estinvil de la commune des Cayes, avaient procédé à son arrestation dans la matinée du lundi 12 février 2024 sur ordre du Commissaire du Gouvernement des Cayes, Me Ronald Richemond.

Cette arrestation a été vite rejetée par la population qui s'est mobilisée et a déclaré au Commissaire Guillaume « *vous verrez entre la peau du poivron et le noyau, laquelle est la plus piquante. Nous exigeons la libération rapide du militant Myrthil alias Arab, la police n'est efficace que lorsqu'elle persécute les opposants au régime criminel d'Ariel* » Et même son avocat d'alors Maître Arnel Rémy avait dénoncé : « *d'illégale l'arrestation du militant politique Myrthil Marcelin, alias Arab, mis en détention à la prison civile des Cayes.* »

En effet l'opposant farouche au régime PHTK version 3 a été jeté dans les prisons civiles des Cayes, et le chef du parquet de cette juridiction l'avait transféré à Port-au-Prince au Pénitencier National quelques jours après

De quoi Marcelin Myrthil, alias « *Nèg Arab la* » a-t-il été accusé pour être emprisonné au Pénitencier ? Du seul fait qu'il dénonçait dans tous les medias et réseaux sociaux le régime d'Ariel Henry ! Myrthil avait pris le soin de voyager dans plusieurs provinces du pays pour montrer que les réalisations de Jovenel Moïse sont abandonnées par le pouvoir actuel. Son action a renforcé la conviction de la population que le régime du Premier ministre Ariel Henry était foncièrement antinational dans la mesure où il a fait l'obscurité sur tout ce que le président assassiné avait entrepris. Par exemple le barrage de Marion est délaissé, la centrale électrique de Carrefour est jetée aux oubliettes. Seul le projet d'irrigation du Canal de la rivière massacre qui a été finalisé parce que le peuple l'avait récupéré malgré les menaces et le boycott du gouvernement d'Ariel Henry.

On se souvient que suite au renversement d'Ariel Henry le 29 février 2024, la prison du Pénitencier a été vidée de ses prisonniers dans la nuit du samedi 2 mars 2024 dont la majorité a été illégalement emprisonnée sinon pour une simple altercation ou un vol d'un objet sans valeur ou sans importance. Pourtant, les pilleurs de l'Etat, les grands voleurs n'ont jamais été arrêtés, les gangs qui kidnappent et terrorisent la population ne s'inquiètent jamais

Comme beaucoup d'autres ce jour-là, Marcelin a été sorti de la prison, d'ailleurs il a été arrêté illégalement et n'a jamais été condamné de rien puisque c'était une arrestation politique, il a été tout bonnement qu'un prisonnier politique du Premier ministre Ariel Henry.

C'est ce militant là que la police nationale sur ordre du nouveau chef de la police Rameau Normil a choisi de persécuter. Ainsi, le dimanche 7 juillet 2024 à Delmas 43, la police l'a séquestré sous prétexte qu'il était en cavale. Mais de quoi a-t-il été coupable ? Pourquoi cette police s'adonne à réprimer les innocents, et ne peut rien faire contre les groupes armés ?

Alors que les groupes armés qui ont facilité les prisonniers à s'évader vivent ensemble tranquillement, certains prisonniers ont même été éliminés par la police. Quelle faiblesse ! Quelle preuve de lâcheté de cette force policière domptée contre les masses populaires ?

La cause de la seconde arrestation Marcelin Myrthil, alias « *Nèg Arab la* » est justement et nettement aussi illégale que la première. Cette arrestation prouve que le régime répressif criminel existe encore même sans Ariel Henry.

Le directeur général ad intérim de la Police nationale d'Haïti (Pnh), Rameau Normil, lui aussi veut montrer qu'il n'y a pas de différence entre son prédécesseur Frantz Elbé et lui dans la mesure qu'ils sont au service du même pouvoir criminel.

Autrement, peut-on dire qu'Ariel Henry et Garry Conille mènent le même combat contre les militants politiques !

Lettre ouverte au Directeur Général de l'Office National d'Identification (l'ONI)



La succursale de la Banque Nationale de Crédit à Lalue

Par Erno Renoncourt

Monsieur le Directeur Général de l'Office National d'Identification,

Tout en vous félicitant pour l'effort de réhabilitation et de fiabilisation de la Carte d'Identification Nationale auquel vos contribuez avec votre staff, dans le cadre du respect du décret du 18 juin 2020, notamment en ses articles 1, 6.1 alinéa 16 et article 13 alinéas 1, 14 et 15, je viens vous révéler un cas flagrant de violation de ces articles et de mes droits de citoyen, détenteur de cette carte, par les responsables de la succursale de la Banque Nationale de Crédit (BNC) de Lalue.

Les faits.
En effet, je me suis présenté ce matin à cette succursale, précisément à son service de clientèle, pour ouvrir un compte ; et je me suis conformé aux lois de mon pays en fournissant ma carte CIN comme pièce d'identification et en soumettant les autres pièces demandées par la banque. La préposée au service d'ouverture de compte m'a demandé une preuve d'adresse, ce à quoi j'ai répondu en précisant que la carte CIN est la pièce unique d'identification du citoyen et qu'elle contient mon adresse, il me semble que cette preuve suffit. Elle m'a répondu qu'il faut une autre pièce complémentaire, ce à quoi j'ai répondu en fournissant mon passeport valide et ma carte d'immatriculation fiscale valide. Elle m'a rétorqué que ces pièces ne sont pas valides. J'ai alors consenti le jeu de soumettre quelques courriers personnels et professionnels que j'ai reçus entre 2010 et 2024 depuis que j'habite cette même adresse. Elle m'a dit que ces documents ne sont pas valides. Alors, j'ai demandé quel document je dois apporter alors ? Elle m'a dit un bordereau d'EDH, j'ai précisé que je ne suis pas propriétaire, mais locataire et que le bordereau n'est pas émis en mon nom, donc cela ne peut pas être une pièce authentifiant mon adresse. Elle m'a dit alors de venir avec un papier signé par le propriétaire.

Commentaire
Cela me semble d'un grand ridicule et d'une grande insignifiance, puisque la directrice de cette succursale doit au moins détenir une maitrise, sinon un doctorat, en administration des affaires. Et qu'elle puisse s'autoriser à ignorer ou à mépriser la loi relève d'une insubordination flagrante, pour ne pas die d'une incompétence terrifiante.

Les questionnements
Je m'arrête ici pour questionner la pertinence de ce bout de papier pour une institution du trésor public, puisque que je peux demander à n'importe de signer un reçu contenant mon nom et mon adresse, puisque la banque ne connait pas a priori la signature du propriétaire de mon appartement ? Mais au-delà, ce que je veux questionner, c'est l'incohérence des processus de l'administration publique haïtienne, le non respect de la loi par des membres de cette administration et les violations des droits des citoyens auxquelles se livrent certaines institutions de ce pays en toute impunité.

C'est du reste pourquoi je mets les personnes concernées en copie de ce message.

Il me semble que la succursale de la BNC de Lalue se comporte comme un territoire perdu qui n'est pas sous contrôle de l'État haïtien, puisqu'elle conteste la validité de la carte CIN dont l'adresse est un élément formel d'identification et d'authentification. Monsieur le Directeur Général, cette situation met à mal tout l'effort que vous faites, sape la cohésion de l'administration publique et décrédibilise l'autorité de l'ONI comme organe de gouvernance et d'authentification du système d'identification national.

En espérant que vous prendrez les mesures de droit et de fait pour corriger avec l'administration de l a BNC au plus vite ces dysfonctionnements en rapport avec l'utilisation de la carte CIN, je vous prie de recevoir mes salutations. Par ailleurs, tous ces dysfonctionnements ne sont pas anodins et se rattachent à une défaillance dans la maitrise des processus organisationnels, ce qui invalide la chaine informationnelle de la gouvernance du pays. Je crois que vous devez souiller un mot à vos supérieurs, en votre qualité d'expert en gouvernance des données, pour qu'ils pensent à une mise en place de la cartographie des processus de l'administration publique pour une meilleure fluidification de la communication et une optimisation de la chaine décisionnelle. Il y a donc lieu aussi de former le personnel de la fonction publique aux enjeux des données et de l'identification unique. Ce qui est une compétence que devaient maitriser l'OMRH et le CEFOPAFOPP. Mais visiblement, ils n'y arrivent pas.

En espérant que vous donnerez un suivi diligenté à cette doléance, puisqu'il y va de la crédibilité de votre travail, je vous renouvelle à nouveau mes félicitations et vous encourage à continuer, mais aussi à sensibiliser davantage les acteurs sociaux sur la valeur de l'identité comme droit donnant droit à tous les autres droits.

Post-Scriptum : Je me permets de rendre cette lettre publique pour sensibiliser d'autres citoyens victimes à porter plainte aussi. Car je vis dans la conviction que c'est la demande de justice des citoyens qui doit forcer la justice à se responsabiliser par rapport à sa mission.

Respectueusement
Erno Renoncourt
Citoyen Haïtien Indigné, Insoumis, Insolent

Sur qui pouvons-nous compter?



Par Henriot Dorcent

L'histoire de toute société jusqu'à nos jours n'a été que l'histoire de luttes de classes, écrivait

Karl Marx dans le manifeste du parti communiste.

Seuls les Haytiens peuvent et doivent déterminer librement de leur avenir jouissant de la plénitude de notre droit à l'auto-détermination. Les masses prolétariennes et populaires ne peuvent compter sur personne d'autre voire des institutions étrangères.

1. Les masses populaires ne peuvent pas compter sur les mafias monopolistes du secteur privé des affaires pour un développement socio-économique durable dans le respect de la concurrence et le coopérativisme.

2. Les masses populaires ne peuvent pas compter sur la presse vendue et prostituée qui utilisent tous les subterfuges et toutes les arguties pour normaliser une situation révoltante et révolutionnaire afin de maintenir le statu quo.

3. Les masses populaires ne peuvent pas compter sur les forces armées d'Hayti, une armée d'occupation depuis 1915, ni sur la police nationale corrompue jusqu'à la moelle ni sur la force multinationale de soutien à la sécurité, une façon mitigée de cette nouvelle occupation et mise sous tutelle d'Hayti, ni sur les groupes armés des quartier populaires dont la majorité sont lies à la mafia du secteur privé des affaires et de la classe politique, particulièrement au Parti Haytien Tèt Kale (PHTK) et du Secteur Démocratique Populaire (SDP) de André Michel, Nènel Cassy, Marjory Michel, Youri Latortue, Antonio Chéramy, Dr Schiller Louidor, Ricard Pierre pour ne citer que ceux-là, car toutes les bandes armées n'utilisent que des armes provenant des États-Unis d'Amérique du nord.

4. Les masses populaires ne peuvent pas compter sur la Banque interaméricaine de Développement BID, ni sur la banque mondiale, ni sur le FMI pour le financement des grands chantiers de développent à haute intensité de main d'œuvre. Ces institutions financières internationales sont les responsables immédiats de l'appauvrissement de l'État Haytien et des masses populaires à travers les politiques d'ajustement structurel imposées de 1980 jusqu'à aujourd'hui. Les exemples sont nombreux, la privatisation de la Hasco au début des années 80, la privatisation de la minoterie d'Hayti et de la cimenterie d'Hayti dans les années 90, la privatisation de la Téléco et de l'EDH dans les années 2000, sans compter la réduction du tarif de l'impôt sur les produits tels le Riz de 35% à 3%, etc…etc…

5. Les masses populaires ne peuvent pas compter sur le secteur religieux qui s'associe toujours aux classes dominantes pour les maintenir dans un esclavage modernisé.

6. Les masses populaires ne peuvent pas compter sur les partis politiques qui se faisaient représenter dans la mascarade de la CARICOM, tristement désigné conseil présidentiel de la transition CPT.

7. Les masses populaires ne peuvent pas compter sur Taiwan, Les États-Unis d'Amérique du Nord, la France, ni le Canada. En fait, aucun des pays faisant partie du Core Groupe cherchant à les maintenir dans un sous-développement chronique frôlant la traite négrière et le système esclavagiste des 17 et 18 siècles.

Les masses populaires doivent apprendre à compter sur leur propre lutte autonome et indépendante de libération nationale. Elles doivent s'organiser en dépit de la dégradation de la situation sécuritaire de la zone métropolitaine et de certaines villes de provinces. Elles doivent consentir des sacrifices pour se libérer du joug de la domination impérialiste des pays coloniaux occidentaux. Elles ne doivent miser que sur leur propre force créatrice et agissante.

Sans son organisation autonome, sans sa lutte indépendante pour la prise du pouvoir politique, les masses sont condamnées à subir le joug de la domination capitaliste des mafias du secteur privé et des grand latifundia de la paysannerie et ne pourraient jamais développer une coopération commerciale, diplomatique, technique et militaires aves les pays du Sud global ni rejoindre les pays du BRICs pour le financement des projets de la nouvelle société Haytienne à construire.

Pour ce faire, il nous faut recréer l'Homme haïtien Nouveau, engagé, patriote, discipliné, solidaire dans le cadre d'une révolution socialiste. Donc, la seule alternative pour le peuple Haytien dans cette conjoncture pourrissante est la révolution.

Liberté ou la mort! La patrie ou la Mort!

Konsèy Sekirite Nasyonzini an pral vote ekstansyon manda BINUH



Konsèy Sekirite Nasyonzini an

Konsèy Sekirite Nasyonzini pral deside vandredi 12 jiyè a sou yon pwojè rezolisyon ki vize renouvle manda Biwo entegre Nasyonzini ann Ayiti (BINUH) anvan ekspirasyon manda li nan dat 15 jiyè pwochen an. . Renouvèlman sa ap fèt nan yon kontèks sekirite, kriz imanitè ak dwa moun ki vin pi grav epi ak vyolans gang yo, gang emternasyonal, gang ak kravat epi gang ak sapat.

Konsèy la pral resevwa tou yon rapò chak trimès nan men Reprezantan Espesyal ak Chèf BINUH, María Isabel Salvador, ki pral bay yon mizajou sou dènye devlopman politik, sekirite ak imanitè an Ayiti, ansanm ak dènye rapò Sekretè Jeneral la konsènan BINUH.

Depi fen mwa fevriye, Ayiti fè fas ak yon entansifikasyon vyolans gang, ki make yon seri atak kowòdone ki vize enstitisyon leta yo ak enfrastrikti enpòtan. Lidè gang yo te vize pwovoke yon "gè sivil" pou fòse demisyon Premye Minis pwovizwa Ariel Henry, ki t ap vwayaje nan Kenya pou siyen yon kontra pou fasilite deplwaman misyon okipasyon miltinasyonal Kenya pral dirije nan kad sipò sekirite. Konsèy la te otorize misyon sa a anba lidèchip Kenya sou rezolisyon 2699 ki te vote 2 oktòb 2023 pou ede Ayiti konbat aktivite tout gang ak sapat ak kravat epi retabli sekirite.

Manifestasyon pou sipòte komisè gouvènman Jean Ernest Muscadin



Mas popilè yo nan Miragwàn te pran lari pou sipòte komisè gouvènman an Jean Ernest Muscadin

Nan Miragwàn, plizyè douzèn moun te pran lari samdi apremidi a 6 jiyè a, pou sipòte komisè gouvènman an Jean Ernest Muscadin, Pierre Espérance nan Rezo Nasyonal Defans Dwa Moun (RNDDH) mande revokasyon l. Prensipal rezon Pierre Esperance ta renmen komisè pa la ankò, se pou l kapab òganize aktivite gang li.

Se nan kontèks sa a yon latriye moun Samdi a, te manifeste nan Basquin, yon lokalite nan premye seksyon minisipal Miragwàn. Sou tout wout la, manifestan yo te fè kòmantè, voye kèk slogan ostil sou Pierre Espérance, yo akize li kòmkwa li te nan konplisite ak gang ame ki t ap terorize popilasyon an.

Vis-delege distri Miragwàn lan, Daniel Ponyon te pami manifestan yo. Li denonse konpòtman defansè dwa moun sa ki plis aksepte sipòte aktivite kriminèl yo.

Nouvelles pernicieuses de Trujillo et Balaguer en République Dominicaine



Le régime d'Abinader, avec l'aide extraordinaire de la pensée trujillista-balaguerista est devenu un facteur facilitateur par excellence de la tâche néofasciste...



Pour sa loyauté, pour sa solidarité, pour son amour de notre patrie, le peuple dominicain vouera à Jacques Viau une éternelle reconnaissance. Il est le ciment qui un jour solidifiera l'amitié haïtiano-dominicaine.

Par Narciso Isa Condé

« Ces nouvelles formes de fascisme élargissent la privatisation des biens et services publics et intègrent à grande échelle la privatisation de la nature non humaine. »

Ici, l'idéologie dominante - notamment en ce qui concerne le pouvoir autoritaire, le néocolonialisme, le racisme et la xénophobie dans les relations dominicaines-haïtiennes - repose sur l'appropriation et la reproduction par le sommet de la pyramide sociopolitique de la pensée ultra-conservatrice du tyran Trujillo et de ses héritiers et, si l'on veut remonter un peu plus en arrière, à la pensée de Santana, Báez et leur intellectualité annexionniste.

Si l'on sort des sentiers battus, les idées qui ressortent le plus dans la pensée et les actions des despotes créoles et de leurs héritiers sont inspirées par Hitler, Mussolini et leurs idéologues européens.

Chez tous, enseignants et étudiants, ce qui est commun dans leurs plates-formes idéologiques respectives est la xénophobie et le racisme ; appliqué contre les Juifs en Europe et contre les Haïtiens et leurs descendants ici.

Dans les pays dépendants, s'ajoute une forte dose de colonialisme, d'annexion, de néocolonialisme et de fatalisme géographique.

Mais pas seulement. En outre, il existe un mélange de racisme anti-haïtien, de machisme, de fondamentalisme religieux, de xénophobie, d'homophobie, de classisme, de présidentialisme et d'autoritarisme.

Au cours des dernières décennies, ce « paquet idéologique » a été déployé dans le cadre de la stratégie néolibérale et ultra-néolibérale, dans une phase de déclin du capitalisme impérialiste occidental.

Une phase dans laquelle la pensée néolibérale et privatisatrice intègre dans son arsenal les différentes idéologies d'oppression et de discrimination précapitalistes et les met à l'œuvre dans son désir passionné d'arrêter leur déclin et de garantir la domination culturelle de sociétés qui n'existent pas, ils sont indépendants ou résistent au déclin du contrôle occidental.

Cela donne lieu à de nouvelles formes de fascisme et de régimes ultra-conservateurs, dans lesquels des pans importants de l'État sont supprimés pour être transférés directement à des entreprises et entités à grand capital transnational et local, qui à leur tour dominent le marché intérieur et l'insertion sur le marché international.

Ces nouvelles formes de fascisme élargissent la privatisation des biens et services publics et intègrent la privatisation de la nature non humaine à grande échelle.

Ils annulent la laïcité et mélangent la religion avec la politique et le pouvoir.

Ces processus idéologiques continuent de progresser, non seulement en Europe, mais aussi aux États-Unis et dans la région des Caraïbes latines.

Milei, Bolsonaro, Noboa, Uribe et Bukele... sont les plus hautes expressions de notre sous-continent.

Ici, le régime d'Abinader, avec l'aide extraordinaire de la pensée trujillista-balaguerista – enracinée dans le parti au pouvoir et dans l'opposition traditionnelle – est devenu un facteur facilitateur par excellence de la tâche néofasciste... jusqu'à décimer et isoler la pensée de Duarte et Luperón, de Bosch et Hostos, des héros de juin 59 et avril 65.

Ces jours-ci, je vous ai donné comme exemple les implications néfastes de la «promo» «DE PURA CEPA», avec son racisme caché et sa falsification incisive de l'histoire.

Cette «promo» manipule l'affirmation de María Trinidad Sánchez, ignorant que Santana lui a tiré dessus ainsi que Francisco del Rosario.

Santana - cela vaut la peine d'en parler - en plus d'être un meurtrier de patriotes et de matriotes, il était un «pur» représentant annexionniste, justifié et honoré par la classe dirigeante dominante dominicaine.

Je leur ai également parlé du livre « LA ISLA AL REVÉS » de Balaguer et de la façon dont ses idées centrales prédominent dans le traitement des relations dominicaines-haïtiennes ; soulignant que ses influences néfastes, basées sur la falsification de l'histoire, sont reproduites par ce gouvernement et par toutes les composantes de sa superstructure intellectuelle, sans être contrecarrées de manière adéquate par le monde universitaire et scientifique. Quelque chose d'extrêmement grave et coupable.

Silences compliqués

Dans l'un des récents Target Shooting, j'ai souligné que dans son livre *« L'Île à l'envers »,* Balaguer dynamite verbalement l'idée de partager harmonieusement cette belle île avec Haïti et trace la ligne d'hostilité contre le peuple haïtien, en proclamant que : « *Ce que Saint-Domingue-RD veut, c'est préserver sa culture et ses coutumes en tant que peuple espagnol et éviter la désintégration de son âme et la perte de ses traits distinctifs.* »

Le despote éclairé soutient encore que les Haïtiens *« sont directement issus de la race éthiopienne »* ; tandis que -selon lui- les Dominicains sont supposés *« héritiers de l'hispanité en Amérique, avec des croisements minimes avec les noirs »*

Ces idées ont servi à justifier le massacre haïtien perpétré en 1937 par le tyran Trujillo.

Les gouvernements de Guzmán, Jorge Blanco, Leonel, Hipólito, Danilo et Abinader ont continué à s'abreuver et à se nourrir de cette source raciste... Même les dirigeants du PRSC, du PRD, du PLD, du FP, du PRM... et du PN, de la FFAA et du CONEP... .

La dictature médiatique du capital privé a choisi d'être organique à cette vision colonialiste et hispanophile.

Tous répondent à la réhabilitation et au renouveau de l'ultra-conservatisme comme source du néofascisme créole, à une époque de crise majeure du capitalisme impérialiste occidental et de l'impact néfaste et dégradant de sa stratégie néolibérale au centre et à la périphérie du système.

Mais ce n'est pas le pire, puisqu'ils sont les détenteurs de facto des pouvoirs et des institutions étatiques supervisées par les États-Unis, et on ne peut pas demander des mangues banilejo au guasábara ou au cambron.

Ce qui rend cette voie dangereuse encore plus dangereuse et plus dommageable, rendant difficile le renversement de cette vague ultra-conservatrice, c'est le silence des académies. De l'Académie d'Histoire, du Chapitre d'Histoire de l'Académie des Sciences, de l'UASD en tant que principal centre d'enseignement supérieur du pays.



Les dictateurs Rafael L. Trujillo et Joaquín Balaguer

De sa Faculté des Sciences Humaines et de son École d'Histoire, des autres universités, de l'ADP, des différentes associations professionnelles, de nombreux intellectuels dominicains...

Où est la conscience critique ?... Où est l'engagement historique de l'UASD, de son Mouvement du Renouveau, héritage de la révolution d'Avril 65 ?

Il semble enterré par un certain nombre de recteurs, d'autorités enseignantes et de dirigeants d'enseignants et d'étudiants ; maintenant par un recteur et une majorité du Conseil universitaire qui répondent à Abinader et ont peur de l'ambassade américaine et du chantage néo-fasciste qui a attaqué même l'Institut Duartiano et l'Ateneo dominicain en toute impunité.

Des académies avec des historiens et des « spécialistes des sciences sociales » qui craignent que leurs visas Américains ne leur soient retirés et qui gardent honteusement le silence face à toutes les expressions d'intervention gringo sur l'île : Southern Command, USAID, DEA, CIA, FBI IMF. Port de Manzanillo, invasion d'Haïti soutenue par le président du pays voisin.

Que se passe-t-il avec FLACSO ?, et avec le constitutionnalisme et un certain progressisme d'Avril 1965, si passif face à ces affronts.

Pourquoi sont-ils si confus sur la question de la souveraineté... ne se souviennent-ils pas du commandement haïtien dans la guerre patriotique, ni de Jacques Viau, ne savent-ils plus comment crier Yankee Hors Quisqueya et Haïti ?

Qu'arrive-t-il aux communicateurs du soi-disant progressisme, où ont-ils mis la langue ?

Ne voient-ils pas que le Kenya est un instrument des États-Unis : des envahisseurs noirs avec des masques blancs ?

Ont-ils cédé à la logique dépendante de la participation citoyenne et d'autres ONG et fondations financées par l'USAID et d'autres agences impérialistes ?

Leur dépendance à l'égard de patrons puissants, détenteurs de la « liberté de la presse » et des affaires, les pousse-t-elle à l'autocensure ?

N'y a-t-il pas un moyen de s'unir, de lutter de manière cohérente pour affirmer la dignité nationale face à la censure et à l'exclusion néocolonialistes et oligarchiques ?

Nous sommes confrontés à un devoir irresponsablement éludé. QUELQUE CHOSE IMPARDONNABLE !

Soit ils le rectifient, soit ils resteront comme des « déchets intellectuels » devant l'histoire.

Aporrea 5 Juillet 2024



Le Kenya est un instrument des États-Unis : des envahisseurs noirs avec des masques blancs

Le feuilleton kenyan en Haïti !



Antony Blinken, véritable porte-parole du gouvernement haïtien dans cette affaire de déploiement des troupes en Haïti

Par Catherine Charlemagne

(12e partie)

Après les réactions des uns et des autres des protagonistes sur le jugement de la Haute cour du Kenya, on avait compris que ni du côté de Nairobi, ni du côté de Port-au-Prince encore moins de Washington que le dossier de l'intervention militaire internationale en Haïti ne devrait pas s'arrêter et qu'il se poursuivrait coûte que coûte. Comme un défi lancé à la justice kenyane et à l'opposition de ce pays, le mercredi 31 janvier 2024, sur une radio de la capitale haïtienne, *Magik9*, le chargé d'Affaires américain en Haïti, Eric Stromayer, le Représentant des Etats-Unis à Port-au-Prince, avait lancé ce message en guise de méthode Coué *« Les États-Unis vont redoubler d'efforts pour faire avancer le déploiement de cette mission qui est si essentiel pour le peuple haïtien, pour qu'on puisse avancer au terme de la période de transition et arriver le plus tôt possible aux élections libres, pour que le peuple haïtien puisse avancer avec ses partenaires sur la voie d'un meilleur avenir. Le Congrès a déjà été notifié pour les cents millions de dollars du Département d'État et les cents millions du Département de la Défense pour le soutien aux logistiques.*

Je ne peux pas partager plus d'informations pour le moment. Mais, évidemment, on va voir comment se déroule la mission. On prendra acte. On va réagir au fur et à mesure qu'on avance. L'existence d'un calendrier de déploiement n'est pas quelque chose que je peux partager avec vous. Je peux vous garantir que les USA et ses partenaires y consacrent beaucoup d'énergies. Je peux vous assurer que tout le monde s'y met pour que cela soit fait correctement. Il y a le soutien nécessaire pour que la mission soit une réussite. Cela prend un peu de temps mais on va faire au plus vite qu'on peut ». Il en est de même pour le Secrétaire général des Nations-Unies, Antonio Guterres, qui y croyait dur comme fer. Au moment où les autorités du Kenya s'empêtrèrent dans le dossier sur le plan judiciaire, le porte-parole du patron de l'ONU, Stéphane Dujarric, avait déclaré sans ambages que « *Nous avons besoin d'une action urgente, nous avons besoin d'un financement urgent, et nous espérons que les États membres continueront à faire leur part et même plus. »*

Cette déclaration fait suite à la création d'un fonds fiduciaire par les Nations-Unies afin de recueillir au moins 237 millions de dollars de contribution de la part des États membres pour financer la mission même si elle n'est pas partie prenante. Cette somme est l'estimation que les autorités kenyanes disaient avoir besoin pour entreprendre le déploiement de leurs hommes dans ce pays des Caraïbes.

Pendant ce temps, Paris, à travers le Quai d'Orsay (ministères des Affaires Étrangères), disait prêt à débloquer 3,26 millions de dollars pour ce fonds fiduciaire. D'autre part, histoire de motiver les pays donateurs à participer au financement de cette expédition militaire en Haïti, le Coordinateur de communication stratégique du Conseil de sécurité nationale américain, John Kirby, avait, pour sa part, renforcé l'optimisme de Washington dans cette mission en déclarant le 2 février 2024 *« Nous croyons toujours que le déploiement d'une mission multinationale en Haïti est importante.*

Nous aimerions toujours la voir progresser. Nous observons évidemment de près ce qui se passe au Kenya, mais c'est vraiment aux Kényans de s'exprimer à ce sujet. Quoi qu'il en soit, cela ne changera pas notre position centrale selon laquelle nous croyons qu'une sorte de force de sécurité multinationale sur le terrain est importante pour le peuple d'Haïti.» En faisant cette déclaration John Kirby voulait juste rejoindre son homologue du Département d'Etat, Matthew Miller, qui répondait aux interrogations de la presse sur le peu d'enthousiasme de certains pays de participer au fonds fiduciaire, *« Nous continuons à travailler avec des partenaires internationaux, à la fois avec le Kenya et d'autres partenaires internationaux, sur le financement de cette force de police multinationale et souhaitons la voir réalisée dès que possible »* disait-il.

Outre le financement de la mission, les Etats-Unis qui voulaient mettre ses partenaires à contribution ne recherchaient pas uniquement de l'argent. Les matériels militaires et autres logistiques étaient les bienvenus. Certains États se prenaient au jeu, surtout ceux comme la Corée du Sud, fidèle parmi les fidèles alliés de l'Oncle Sam depuis la guerre dite la « guerre de Corée » (1950-1953). Ainsi, dans le cadre de cette Mission Multinationale d'Appui à la Sécurité en Haïti (MMAS), Séoul, la capitale de la Corée du Sud, s'était précipitée pour faire don d'une flotte de seize (16) hélicoptères à la mission. Ces hélicos sont répartis ainsi : six (6) livrés directement à Nairobi, Kenya, et les dix (10) autres livrés aux Nations-Unies en coopération avec les Etats-Unis dès que la mission passe à la phase effective.

Le 11 février 2024, c'est une délégation haïtienne ayant à sa tête la ministre de la Justice et de la Sécurité Publique, Mme Emmelie Prophète- Milcé, et notamment le Directeur général de la police nationale, Frantz Elbé qui s'est rendue dans la capitale fédérale américaine en vue de rencontrer des dirigeants américains, kenyans venus expressément à Washington et d'autres alliés des Etats-Unis, entre autres, des représentants de pays contributeurs, s'agissant de l'Espagne, l'Italie, le Bénin, le Canada, les Bahamas, le Mexique, le Brésil, l'Afrique du Sud, la Jamaïque, Guyana, le Qatar, l'Union européenne, etc. afin de discuter sur les différentes étapes devant conduire à l'envoi des troupes en Haïti dans le cadre de la mission.

Durant trois jours, les officiels haïtiens ont participé à d'importantes réunions sur la question. Les 12, 13 et 14 février 2024, selon le journal *Le Nouvelliste* daté du 12 février 2024, citant une source, *« La ministre de la Justice et de la Sécurité Publique, Emmelie Prophète-Milcé, dirige la délégation haïtienne composée du Directeur de la PNH, Frantz Elbé, et de trois inspecteurs généraux de la PNH, Francène Moreau, Frédéric Leconte et Jackson Hilaire. Côté américain, le sous-Secrétaire d'Etat Brian Nichol's, les assistants sous-Secrétaires d'Etat Barbara Feintein, Todd Robinson, Christ Landberg, paient de leur présence. La délégation de 14 membres du gouvernement Kenyan était dirigée par le Deputy national security adviser, Joseph Boinett. Cette réunion permettra de planifier la venue de la Mission. On passe au travers de toutes les questions auxquelles on peut trouver des réponses, de tout ce qu'il y a comme problèmes avant le déploiement. Tout va être passé en revue.*

La partie haïtienne insiste pour avoir une date approximative pour le déploiement, et a souligné l'urgence de mettre un terme aux souffrances des Haïtiens terrorisés par les bandes criminelles». Selon le communiqué final de cette importante réunion entre les parties prenantes, le mercredi 14 février 2024 était réservé à « *Des discussions intenses qui ont eu lieu entre les deux délégations sur un Accord afin de le rendre conforme aux législations des deux pays. Une décision définitive sur le texte devrait intervenir dès le début de la semaine prochaine ainsi que sa signature par les deux parties »*. Pour sa part, Me André Michel, le patron du SDP (Secteur Démocratique et Populaire) et fer de lance du pouvoir auprès du Premier ministre Ariel Henry, s'était réjoui de cette rencontre au Sommet à Washington, réunion selon laquelle les autorités haïtiennes cherchaient à obtenir une date fixe pour le déploiement.

Dans un message sur son compte **X**, anciennement Twitter, l'ex-avocat du peuple disait *« Je salue les préparatifs qui ont commencé à être mis en place, pour accueillir la Mission Multinationale d'Appui à la Sécurité (MMAS) en Haïti. Cette force internationale aidera la PNH à détruire les gangs dans le pays et à apporter la sécurité à travers le pays »*. Tandis que, le 20 et 21 février 2024, c'est à Rio de Janeiro, au Brésil que le dossier haïtien refaisait surface lors du Sommet du G20 équivalent au 20 pays les plus riches de la planète. En effet, si les grands de ce monde avaient leurs propres dossiers à s'en occuper lors de cette réunion annuelle, en marge du Sommet, le Secrétaire d'Etat américain, Antony Blinken, et le chef d'Etat brésilien, Luiz Inacio Lula da Silva, ont eu un long entretien sur le dossier haïtien portant, bien entendu, sur l'envoi dans ce pays d'une force militaire multinationale.

L'Américain cherchait le soutien et surtout la participation du gouvernement brésilien à l'expédition militaire compte tenu de son expérience à la précédente mission militaire en Haïti, la MINUSTAH, qui a duré plus d'une décennie. Sauf que le résultat n'est pas glorifiant ni pour les Nations-Unies qui étaient maîtres d'œuvres ni pour le Brésil qui a commandé longtemps cette mission qui a laissé Haïti exactement là où elle l'avait trouvé avec en plus une épidémie de choléra apportée par des soldats de Bengladesh et du Pakistan. De ce fait, il faut le dire, le Président Lula demeura très réticent à l'idée même de renvoyer des troupes étrangères au pays de Dessalines et de Christophe. Ainsi, si le Brésil dit soutenir une démarche internationale pour aider Haïti, il n'en demeure pas moins très sceptique sur la réussite des missions de l'ONU. A la rencontre avec Antony Blinken, Lula était resté assez évasif sur la participation de son pays aux côtés des forces kenyanes et des autres, prenant une position à la normande *« peut-être oui, peut-être non »*. Le dirigeant brésilien n'avait donné aucune réponse rassurante à son interlocuteur qui a beau envoyé des fleurs pour le Brésil à propos des Haïtiens.

Matthew Miller, le porte-parole du Département d'Etat, qui a fait une déclaration suite à la rencontre entre les deux hommes d'Etat, disait que « *Antony Blinken a reconnu le soutien de longue date du Brésil au peuple haïtien et a réitéré le besoin urgent d'une aide internationale pour améliorer la situation sécuritaire en Haïti »*, une façon pour l'américain d'attirer la sympathie et le soutien du brésilien sur le dossier. Mais, comme un jeu de chat et de la souris, et dans le souci de ne pas trop froisser son hôte ni rester trop loin du dossier, Brasilia veut rester en vigilant. A en croire le journal américain *The Miami Herald*, lors de ce Sommet du G20 du 20, 21 et 22 février, « *Le Président Lula a déclaré que les problèmes d'Haïti dépassaient le cadre de la sécurité et, jusqu'à présent, lui et d'autres dirigeants Sud-américains se sont montrés réticents à proposer du personnel policier ou militaire pour une mission multinationale de soutien à la sécurité en Haïti, qui ne relève pas des Nations-Unies et qui sera dirigée par le Kenya.*



Réunion au Brésil des ministres des Affaires étrangères du G20 et des partenaires invités pour faire face à la crise humanitaire en Haïti et rassembler le soutien à la Mission multinationale de soutien à la sécurité (MSS)

Néanmoins, le Brésil se joint aux Nations-Unies et aux États-Unis pour organiser une discussion de haut niveau jeudi 22 février, en marge de la réunion ministérielle du G20. Intitulée « Relever le défi d'Haïti », cette réunion a pour but de galvaniser l'appui à la Mission Multinationale de Soutien à la Sécurité et à la situation humanitaire désastreuse » *The Miami Herald* en date du 21 février 2024. Cette rencontre sur Haïti présidée par Antony Blinken et co-présidée par la sous-Secrétaire aux Relations extérieurs du Brésil, Mme. Gisela Maria Padovan, en présence de plus d'une vingtaine de ministres des Affaires Etrangères et d'autres Délégations des Etats membres du G20, avait permis aux Etats-Unis de ramener un certain nombre de pays à se rallier au dossier. Antony Blinken, véritable porte-parole du gouvernement haïtien dans cette affaire de déploiement des troupes en Haïti, avait fait une vraie démonstration de force et a pu convaincre par la force du verbe et de promesses en tout genre les Etats, jusque-là assez réticents, à s'allier à la cause des dirigeants d'Haïti.

Certes, des dirigeants haïtiens, notamment, le ministre des Affaires Etrangères, Jean Victor Généus, avaient fait le déplacement. Mais le gros du travail a été assuré par son homologue américain qui a fait de ce G20 un moment d'Haïti. Dès l'ouverture de la rencontre, Blinken donnait le ton « *Aujourd'hui, nous avons rencontré plus d'une douzaine de pays qui contribuent ou prévoient de contribuer de manière significative à cette mission en termes de personnel, d'équipements, de formation et de ressources financières. Je pense qu'aujourd'hui au moins 120 millions de dollars supplémentaires ont été engagés dans cet effort. Ils contribueront tous à la mission visant à rétablir la sécurité en Haïti. Cette mission a été approuvée par les Nations-Unies à l'automne dernier et nous la concrétisons aujourd'hui. Le Kenya s'est engagé à diriger cet effort de soutien à la police nationale haïtienne.*

Nous devons faire davantage pour aider la police nationale haïtienne à stabiliser la situation en matière de sécurité afin que l'aide puisse être acheminée efficacement et parvenir aux personnes qui en ont besoin, que les Haïtiens n'aient pas à vivre dans la terreur des gangs et qu'Haïti reprenne pleinement et fermement le chemin de la démocratie. Haïti est un pays de la région qui est proche des États-Unis et du cœur autant des Américains que des Brésiliens. Nous voyons une situation qui continue à se détériorer, en particulier en ce qui concerne l'insécurité profonde, due aux gangs qui sévissent non seulement à Port-au-Prince mais aussi de plus en plus au-delà. Nous voyons un État qui est sur le point de devenir un État défaillant. Le résultat est que les gens souffrent énormément, non seulement de la violence, y compris de la violence sexuelle, mais aussi de l'incapacité de se procurer les produits de première nécessité », déclaration rapportée par l'agence *Reuters* le jeudi 22 février 2024 à Rio de Janeiro. Par ailleurs, le gouvernement canadien, à travers son ministre des Affaires Etrangères, Mélanie Joly, qui participait elle aussi à ce Sommet et à la rencontre « *Relever le défi Haïti »* à Rio de Janeiro, avait, dans une dépêche de radio Canada, annoncé que Ottawa accorderait 80,5 millions de dollars pour la mission.

« Le Canada croit aux solutions dirigées par les Haïtiens aux problèmes politiques et sécuritaires ainsi qu'aux crises humanitaires et reste déterminé à travailler avec le Kenya et d'autres partenaires internationaux pour soutenir un déploiement réussi de la MSS et veiller à ce que nos

suite à la page(16)

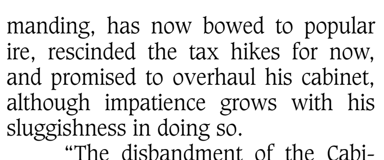
As Conille Reports to His Masters:

Haiti May End Up Foiling U.S. Plans for Kenya



Kenyan MSS chief Godfrey Otunge (left) and new PNH chief Normil Rameau during their Jul. 8, 2024 press conference to announce that they were "evaluating and planning" their next moves

by Kim Ives



Just over three weeks after he was sworn in on Jun. 3, Haiti's de facto Prime Minister Garry Conille – without even the knowledge, much less the approval, of the Transitional Presidential Council (CPT) that appointed him – boarded a plane on Jun. 28 to visit Washington, DC, where he reported to his bosses in meetings with U.S. Secretary of State Anthony Blinken, Assistant Secretary of State for Western Hemisphere Affairs Brian Nichols, and Deputy National Security Adviser Jonathan Finer, among others.

He then traveled to New York, where he addressed the UN Security Council on Jul. 3. "The arrival of the Multinational Security Support [MSS] mission's first contingent is the dawn of a new era in Haiti," Conille said in his address in French to the body. "Haiti is currently at a critical point with 12,000 armed individuals holding a population of 12 million hostage."

"We will restore our territory house by house, neighborhood by neighborhood," he continued. "This isn't just a security operation; it is a renaissance of the national spirit."

Such hyperbole aside, with the honeymoon hardly begun, it already looks like the MSS may "*monte yon resif*," as the Kreyòl proverb says: hit a reef.

First of all, all hell continues to break loose in Kenya itself, where massive demonstrations occupied and partially burned the Parliament in Nairobi on Jun. 25 in response to massive tax hikes and austerity cuts which the government proposed so it can try to pay off its crushing $46 billion external debt, owed largely to the International Monetary Fund (IMF).

At first defiant, President William Ruto, whose resignation many are demanding, has now bowed to popular ire, rescinded the tax hikes for now, and promised to overhaul his cabinet, although impatience grows with his sluggishness in doing so.

"The disbandment of the Cabinet is not an expectation but a demand from the people of Kenya," Nairobi Senator Edwin Sifuna told *The Standard*. "He starts off with a serious deficit of trust from citizens; he must convince us otherwise."

But other opposition leaders think the problem is deeper than mere sincerity.

"The only reason why Ruto has not changed his cabinet is because the power brokers around his office are blackmailing him," said Kisii Senator Richard Onyonka, alluding to the deep corruption that permeates the Kenyan state.

Indeed, violence and greed are at the heart of Kenya's political culture today. "At least 39 people were killed during clashes with the police in June, according to the Kenya National Commission on Human Rights," the *New York Times* reported in a long article Jul. 6 article. "At least 32 people, including activists, medical workers and social media influencers, have been abducted or arbitrarily detained, according to interviews with human rights monitors and dozens of activists, including five who recounted being seized."



The Kenyan cops have only made a couple of photo-op patrols with their Haitian counterparts around Port-au-Prince, like the one shown here, but have not engaged in any battles with Haiti's armed groups

Meanwhile, money is the principal motivation for the Kenyan police being deployed to Haiti. In short, they are mercenaries.

In Kenya, General Services Unit (GSU) cops – who comprise much of the MSS – make between $373 to $500 monthly, after they just received a 40% raise starting Jul. 1. (Another MSS component, Kenya's Administration Police or AP, make even less, starting at $189 monthly). While deployed, they will receive their normal salaries plus between $1,170 and $1,559 monthly, for the rank-and-file soldiers. In contrast, Kenyan MSS Commander Godfrey Otunge makes $7,797 monthly, in addition to other "huge perks and allowances."

This wage gap and other bait-and-switch tactics has angered the grunts, as *The Standard* recently reported. There is "a standoff reportedly pitting junior officers against their seniors over the vexing subject of allowances," the news site wrote.

For example, deploying MSS cops were promised a $780 (100,000 Kenyan shillings) "departure allowance" to give to their families, but just before leaving, the allowance was slashed by 80% to a mere $156. ""This is not what they promised us," one cop anonymously told *The Standard*. "What can it buy? Does it mean that we are leaving our families empty-handed?"

A Kenyan security analyst, George Musamali, complained that the Kenyan soldiers were not even given life insurance. "It is unheard of," he told the outlet. "How do you send an officer overseas without life insurance? This is a life-and-death kind of mission. Let's face it, not everyone will come out alive, and we have to be aware of this fact."

It is certain that such grievances and the turmoil at home will impact the morale and effectiveness of the Kenyan troops in Haiti. But the inevitable massacres, abuse, pollution, and resistance that the MSS deployment will bring – as in all previous foreign interventions into Haiti – will likely stoke the growing protest movement back in Kenya and possibly Ruto's ouster.

If this were to happen, it would be a huge setback for Washington's plans in Africa. Last Sep. 25, U.S. Defense Secretary Lloyd Austin was in Nairobi to ink a still shrouded security deal with Kenya, making it a key U.S. chess piece in East Africa. The Kenyan police deployment to Haiti and the drafting of Kenya into NATO were only parts of Washington's larger plan to use Kenya as its regional cop to fight "terrorism" and stop the growing influence of Russia and China across Africa.

There are many other signs of trouble back in Haiti. The first contingent of Kenyan cops arrived in Haiti on Jun. 25. Some reports said that it was 400 troops, while others reported only 200. Originally, 1000 Kenyans were supposed to deploy. They would lead other cops from Antigua and Barbuda, Bangladesh, Barbados, Benin, Chad, Guyana, Grenada, Saint Lucia, Dominica, Saint Vincent and the Grenadines, Jamaica, Suriname, and The Bahamas. However, none of these small nations have made a firm troop commitment except for Benin (2,000 supposedly, more than Kenya) and Bahamas (150).

"The full force is set to number over 2,500," the *Monitor* reports, "but it remains unclear when these could arrive, while funding has lagged far behind requirements." The U.S. has pledged $300 million, Kenyan officials say the cost will be some $600 million, while a UN fund for the force has only raised $21 million.

So far, the Kenyan cops have only made a couple of photo-op patrols with their Haitian counterparts around Port-au-Prince but have not engaged in any battles with Haiti's armed groups.

In an effort to reassure, the Kenyan MSS Chief Godfrey Otunge and new Haitian National Police (PNH) chief Normil Rameau held a Jul. 8 joint press conference, but they offered little more than platitudes.

Otunge promised that his men would accomplish their mission "to support the efforts of the National Police, to reestablish security in Haiti, and build security conditions conducive to holding free and fair elections."

He said the Kenyans and PNH would operate "joint security operations," guard "critical infrastructure sites and transit locations" such as "airports, ports, schools, hospitals, and key intersections," and that the MSS "will operate and comply with international law... and local laws while executing its mandate," even though its very deployment violates Article 263-1 of Haiti's 1987 Constitution.

Rameau was somewhat on the defensive, saying that the "15 days [since his appointment] is not 15 months nor three years," an apparent reference to his deposed predecessor Frantz Elbé.



On Jul. 2, 2024, de facto Haitian Prime Minister Garry Conille (right) met with U.S. Secretary of State Anthony Blinken in Washington, DC

He said that "we're coming with new strategies to replace the old ones, which are obsolete, to track the criminals everywhere they are," and that "we're in a period of evaluation and planning" but "for strategic reasons, we can't go into details."

Rameau claimed to "know how [the armed groups] function" and explained that some armed group takeovers of police stations was because "police have not been present in 7 of Haiti's 10 departments" but he was working to "allow all the police to return to their posts."

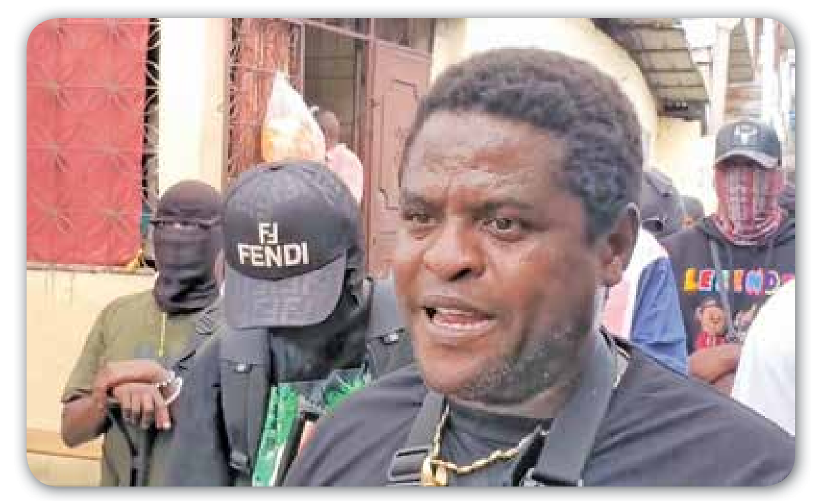
Rameau wants "the population to accompany the police in reinforcing this marriage which already has the nickname of MPP, or marriage of the police with the population... So we will have the PNH, MSS, and MPP," he concluded.

Meanwhile, on Jun. 27, Jimmy "Barbecue" Cherizier, a leader and principal spokesman of the *Viv Ansanm* (Live Together) coalition of armed groups which prevented the return of former PM Ariel Henry on Feb. 29 and which the MSS is tasked with crushing, released a viral video in which he explains his resistance to the Kenyan deployment.

"As people who love this country, we've arrived in a situation where we're obliged to put down our foot down to liberate this country for a second time," he tells his troops. Sold-out politicians "have become the tool of the imperialists and have brought foreign troops into the country to continue stealing our resources and killing [founding father Jean-Jacques] Dessalines' children... The same way they called Dessalines' a gang and bandit leader, they call us gang and bandit leaders. But we are the ones here to liberate this country. Today the entire world is watching us, and we have the responsibility to write history. Never forget that!

"The battle is not a battle for ourselves. In a war, anyone of us can die because it is a battle. But it is better to die fighting than to die as cowards, die as good soldiers. And just as our ancestors said, anybody who dares step into or attack the quarter where we live, we'll destroy this neighborhood, reducing it to ashes, and we'll continue to fight with them even amidst the ashes.

"We don't care if you're white or black. If you are not Haitian, and on our soil, we consider you to be an invader. An invader is never a helper. Remember they already did this to us. They came with MINUSTAH and gave us cholera, and raped young boys and young girls. Today, we are facing history. Remember that what is in your hands are arms to liberate this country...



Jimmy "Barbecue" Cherizier, flanked by his ragtag soldiers, speaks with the press on Jun. 27

"We'll stand up and fight until our last drop of blood and to liberate this country.

"We will respect everybody, but we won't be scared of anybody. We are always open to speak to everybody. But we will never lower our head

suite à la page(16)

« UNE MANIPULATION DE
DE L'HO



Par Arnaud Develay*

Saint-Pétersbourg a accueilli du 26 au 28 juin 2024 le Forum Juridique International. Arnaud Develay y a apporté son éclairage en dénonçant la subversion du droit international par l'ingérence humanitaire.

Le nouvel ordre mondial qui en est résulté est caractérisé par la « primauté de la force brute sur la conciliation, des injonctions arbitraires sur l'équité, des intérêts particuliers sur le bien public ».

Depuis la fin des années 1980, la doctrine des droits de l'homme est au centre d'un débat de plus en plus intense entre ceux qui soutiennent que les États sont obligés d'intervenir dans les affaires internes des autres pays par le biais d'interventions dites humanitaires, et ceux qui considèrent que le principe de souveraineté ne souffre d'aucune exception.

Pour mieux comprendre les raisons de cette profonde dichotomie, il suffit de se pencher sur les circonstances qui ont caractérisé les relations internationales ces trente dernières années.

L'examen approfondi des événements de l'ère unipolaire permet de conclure que « l'enfer est pavé de bonnes intentions ».

Les verdicts du procès de Nuremberg ont jeté les bases d'une architecture juridique internationale qui condamne sans équivoque le recours illicite à la force comme moyen de résoudre les différends entre États. Ce faisant, le Tribunal n'a fait que rappeler l'esprit du pacte Briand-Kellogg de 1928 qui, à l'époque, avait dénoncé les contrevenants comme commettant des crimes contre la paix. Le consensus entre les puissances alliées victorieuses a ainsi été clairement réaffirmé que la Société des Nations et l'organisation qui lui a succédé, les Nations unies, seraient le seul forum pour juger les différends relatifs à l'intégrité territoriale et, par extension, à l'indépendance politique entre les États membres ayant ratifié la Charte des Nations unies. Il est toutefois important de noter que Robert Jackson a lancé un avertissement sévère à toutes les personnes présentes. Un avertissement qui, de toute évidence, est tombé dans l'oreille d'un sourd de la part des États-Unis et de certains autres États au cours des 30 dernières années, car ignorer l'avertissement de Nuremberg pourrait très bien conduire les vainqueurs d'hier à se retrouver sur le banc des accusés la prochaine fois.

I. Les fondements idéologiques du droit d'ingérence

Comment procéder pour porter atteinte à ces nobles principes ? Certains ont été tentés de promouvoir un discours visant à consacrer ce que l'on a appelé le « Noble Mensonge ». Alors que les démocraties qui fonctionnent tendent à favoriser la libre circulation de l'information afin d'alimenter des débats vigoureux entre experts dans l'espoir de parvenir à des politiques sensées et articulées qui reflètent l'état du monde tel qu'il est et non tel que l'on voudrait qu'il soit (ou qu'il devrait être), d'autres cherchent à obscurcir les faits afin d'attiser les passions parmi les masses. Le défunt Hermann Goering y a fait allusion lorsqu'il a expliqué la nécessité de concevoir un mensonge si gros qu'il puisse passer inaperçu. *« Plus le mensonge est gros, mieux c'est ! »*

Afin d'articuler ces politiques visant à semer la confusion dans les esprits faibles, les éternelles organisations non étatiques ont bénéficié d'un financement substantiel dans le sillage de la guerre froide. Ces soi-disant ONG ont soudainement poussé comme des champignons venimeux dans le monde entier. Elles ont notamment promu des fictions telles que le génocide du Darfour, le génocide des Ouïghours, la répression tibétaine, la répression iranienne des libertés civiles et des droits des femmes, etc. Ce faisant, ces ONG visaient à créer artificiellement des divisions au sein des sociétés des pays jugés dignes d'un futur changement de régime.

L'industrie cinématographique est un autre dispositif d'ingénierie sociale abondamment utilisé pour enflammer le sentiment public. Ce n'est un secret pour personne que Hollywood s'est longtemps coordonné avec le(s) centre(s) politique(s) pour fabriquer ce que Walter Lippman a appelé la fabrication du consentement. Les Allemands et les Japonais ont été dépeints comme des barbares aimant empaler les bébés avec des baïonnettes, les indigènes américains comme des sauvages, les Noirs comme des simplets, les Russes comme des comploteurs, les Arabes comme des terroristes, etc. Ces simplifications véhiculées par les médias (cinéma et télévision) ont permis aux autorités de procéder à des interventions à l'étranger, d'emprisonner arbitrairement des centaines de milliers de personnes, de saper les droits des citoyens à une procédure régulière et, en fin de compte, d'enrichir les pourvoyeurs mêmes de déstabilisation et de violence.

Au cours des 30 dernières années, les ONG ont également défendu des causes qui sapent insidieusement la souveraineté nationale en prônant l'immigration de masse et la dénatalité dans les pays industrialisés. En s'emparant du secteur caritatif, la Fondation Open Society de George Soros a déversé des flots constants d'argent sur des ONG qui s'engagent dans des partenariats avec des cartels criminels qui pratiquent la traite des êtres humains, le trafic de drogue et le financement du terrorisme. Ces pratiques insidieuses aboutissent à l'effondrement des systèmes nationaux de santé et de logement et à la destruction des droits des travailleurs. Des efforts considérables sont également déployés pour endoctriner la jeunesse impressionnable sur les campus universitaires. La culpabilité nationale est encouragée par la cooptation des associations d'étudiants qui conduisent ensuite à l'ostracisme de ceux qui plaident en faveur de l'isolationnisme et de la préférence nationale. L'objectif est d'anéantir la classe moyenne.

Pour permettre la libre circulation de l'immigration clandestine, il faut d'abord saper la Charte des Nations Unies en promouvant des interventions dites humanitaires au détriment du respect de la souveraineté nationale. En ciblant les États-nations stables, les interventionnistes ont recours à la doctrine des droits de l'homme pour gagner l'opinion publique. Là encore, le colportage de mensonges est d'une importance capitale. Les médias impérialistes commencent à relayer des bobards sur les dirigeants étrangers qui agissent comme des monstres envers leurs propres populations. Kadhafi encouragerait ses troupes à violer les femmes en distribuant du viagra, les soldats de Saddam Hussein débrancheraient les bébés de leur couveuse, Assad utiliserait des armes chimiques contre sa propre population, Milosevic regarderait ailleurs les soldats serbes commettre des atrocités contre les civils, etc. Le scénario est toujours le même : diabolisation médiatique à l'aide de rapports erronés produits par des ONG cooptées, adoption de sanctions à l'encontre du dirigeant étranger visé et de son entourage (avec l'espoir que la population du pays se soulèvera alors contre les autorités) avant de recourir finalement à la manière forte pour amener les pays vulnérables à voter en faveur d'une intervention militaire au Conseil de sécurité.

II. Le moment unipolaire : Le triomphe des interventionnistes

Cette architecture globale portant sur la fabrication du consentement a trouvé son expression la plus éclatante dans la réélection de George W. BUSH contre toute attente. Malgré la catastrophe en cours résultant de l'agression de l'Irak, le président sortant est parvenu cette fois à vaincre son adversaire sans l'intervention de la Cour suprême des États-Unis. Il s'en est suivi l'un des discours d'investiture les plus surréalistes jamais enregistrés. Rédigé par Michael Gerson, le texte incarne l'orgueil démesuré d'un hégémon déterminé à briser toutes les contraintes imposées par la Charte des Nations unies. « Répandre la liberté dans le monde », proclamait le président élu, était « la vocation de notre temps », soulignant que les « intérêts vitaux de la nation et nos croyances les plus profondes ne font plus qu'un ». Cette ode à l'unilatéralisme trouvera son expression dans l'affirmation de John Bolton selon laquelle si l'ONU « *perdait 10 histoires, cela ne ferait pas une grande différence* ».

Le message de promotion de la défense des droits de l'homme « dans le monde entier » ne serait pas possible sans la manipulation des renseignements par les agences de sécurité de l'État de sécurité nationale. Certes, la manipulation du renseignement a toujours occupé une place de choix dans la création d'un cassus belli. Tout le monde a en tête le naufrage du Lusithania, l'incident du Golfe du Tonkin, l'histoire susmentionnée de l'incubateur (colportée par la fille de l'ambassadeur du Koweit aux États-Unis), la promotion des armes de destruction massive en Irak, les charniers au Kosovo, les attaques chimiques susmentionnées présentées comme la « ligne rouge » dans la tentative de l'administration Obama de justifier l'invasion de la Syrie.

Le mode opératoire utilisé est souvent celui de groupes d'intérêt qui contournent les canaux traditionnels des agences afin de produire une version grossièrement exagérée du briefing présidentiel. Cette méthode frauduleuse a été notoirement utilisée lors de la production d'une estimation des capacités militaires de l'Union soviétique à la fin des années 1970 (le tristement célèbre rapport Team B), ainsi que pour la prétendue preuve de la collusion de l'Irak avec Al-Qaïda à Prague (la risible Curveball).

Enfin, aucune fabrication de consentement ne serait complète sans le processus de retournement du chef d'État visé afin qu'il apparaisse aux yeux de l'opinion publique comme la réincarnation d'Adolf Hitler.

Là encore, les ennemis de Washington sont dépeints d'une manière grossière dénuée de nuance, et tous ceux qui s'opposeraient au nom de la rigueur Intellectuelle à cette caractérisation sont automatiquement accusés de sympathie à l'encontre du « dictateur. »

III. La justice internationale, paravent rétroactif de l'ingérence

La dernière étape du processus menant au changement de régime et à la « libération et l'instauration de la démocratie » dans le pays ciblé est le théâtre des simulacres de procès. Cette phase est l'aspect le plus insidieux de l'ensemble du processus car elle vise à



Saint-Pétersbourg a accueilli du 26 au 28 juin 2024 le Forum juridique international



LA DOCTRINE DES DROITS OMME »



La CPI devait représenter le summum de la justice internationale.

tourner en dérision l'État de droit établi pour réglementer les relations entre les États dans le sillage de Nuremberg. Plus précisément, elle vise à conférer rétroactivement un vernis de légalité aux crimes les plus odieux du droit pénal international, y compris le crime d'agression qui, selon les termes du regretté Robert Jackson, est le « crime international suprême. »

La CPI devait représenter le summum de la justice internationale. Construite sur la base de la jurisprudence accumulée par les tribunaux dits ad hoc de l'ex-Yougoslavie, du Rwanda et d'autres organes hybrides tels que les Chambres extraordinaires du Cambodge, l'institution fondée sur un traité a recueilli des ratifications de 124 pays à ce jour. Cependant, tout n'était pas comme prévu, car une proportion écrasante des accusés était d'origine africaine. Cette disparité est devenue d'autant plus évidente que la CPI a vu le jour légalement à peu près au moment où les États-Unis et leur soi-disant « coalition de volontaires » ont entrepris de contourner l'autorisation du Conseil de sécurité des Nations unies de recourir à la force contre l'Irak. Alors que l'administration Bush menaçait d' »envahir » les Pays-Bas au cas où les soldats américains devraient répondre de leurs crimes présumés commis en Afghanistan, Karim Khan, récemment nommé procureur de la CPI, a rapidement délivré un mandat d'arrêt à l'encontre du président de la Fédération de Russie sur la base d'accusations fallacieuses, bien que la CPI n'ait pas ménagé ses efforts pour déployer du personnel en Ukraine à la recherche de preuves incriminantes.

La farce a finalement été dévoilée lorsque Khan, dans sa tentative de réhabiliter la Cour face aux accusations selon lesquelles elle aurait progressé trop lentement dans son enquête sur les crimes commis à Gaza, a déclaré qu'un haut fonctionnaire occidental lui avait dit que la CPI n'était en fait que « pour l'Afrique et les voyous comme Poutine ».

Cette révélation fait suite à la suppression de preuves à décharge dans le procès de Slobodan Milosevic devant le TPIY et à la grotesque « parodie de justice » commise à Bagdad lorsque de graves allégations de mauvaise conduite de la part de Saddam Hussein ont été ignorées au profit d'un obscur incident pour lequel l'ancien homme fort irakien a été rapidement reconnu coupable et condamné à la peine de mort par pendaison afin de ne pas lui permettre de faire des révélations sur le soutien militaire et diplomatique de l'Occident pendant les huit années de guerre de l'Irak contre l'Iran.

Dans le cas de la Libye, l'Occident a opté pour une justice frontalière à l'encontre de l'ancien chef d'État Mouamar Kadhafi. Plutôt que de le capturer vivant, l'OTAN a détourné le regard alors que ses mandataires takfiristes assassinaient brutalement le Guide de la Jamaryhia en public.

En Irak et en Libye, les conventions de Genève et les dispositions fondamentales du Pacte international relatif aux droits politiques et sociaux ont été foulées aux pieds à plusieurs reprises, y compris le droit à un procès équitable cité à l'article 14. En ignorant leur obligation de respecter ces obligations internationales, les États-Unis et leurs alliés ont commis un nouveau crime de guerre.

L'assassinat de l'ancien premier ministre libanais Rafik Hariri a constitué une autre illustration frappante de l'utilisation politique des tribunaux internationaux. En dépit de preuves insuffisantes et de l'absence de tout suspect en détention, les Nations unies se sont prêtées à un jeu de théâtre judiciaire qui a coûté des millions de dollars afin de ternir la réputation de l'un des partis les plus influents, mais politiquement considéré comme infréquentable, de la vie politique libanaise. L'opération a également servi à rendre un verdict de culpabilité par association en laissant entendre, sans aucune preuve à l'appui, que le gouvernement syrien était en quelque sorte complice de l'assassinat de l'ancien premier ministre libanais.


Les Nations-Unies

IV. La politisation des organes de l'ONU

Afin de compléter l'apparence d'impartialité et d'objectivité nécessaire pour mener des opérations de changement de régime dans le monde entier en toute impunité, l'Occident a considéré qu'il était indispensable de placer les agences de l'ONU sous son contrôle.

Le précédent de l'Irak avait appris à Washington qu'avec des individus tels que Mohammed Al-Baradei, Scott Ritter et Hanx Blix à la tête des opérations de l'ONU, la légitimation d'un changement de régime se heurterait à une opposition farouche au sein du Conseil de sécurité de l'ONU. A tout le moins, les preuves présentées à la branche exécutive de l'organisation devraient prendre la forme d'un rapport authentique présenté par les chefs officiels d'organes spécifiquement chargés de rendre des avis d'experts sur les questions relatives à la surveillance nucléaire et chimique.

Afin de procéder à la redistribution des cartes, les États-Unis n'ont pas ménagé leurs efforts pour faire valoir que, de l'avis général, certaines personnes devaient partir. C'est ainsi que John Bolton, désormais conseiller à la sécurité nationale, a proféré des menaces physiques à l'encontre de l'ancien directeur de l'OIAC, Jose Bustani, et de sa famille.

Avec l'arrivée de nouvelles personnes à la tête de ces agences, Washington a pu s'appuyer sur les rapports officiels pour incriminer ou disculper selon les circonstances.

En Syrie, les rapports de l'OIAC visaient à accuser le gouvernement syrien d'avoir utilisé des agents chimiques interdits par la convention pertinente, bien que le président Assad ait officiellement éliminé tout son stock en 2013 et que l'ASA ait alors repris le contrôle de 78 % du territoire syrien. Il est devenu évident que cet incident a été utilisé pour justifier un acte d'agression contre Damas par les États-Unis, le Royaume-Uni et la France.

En ce qui concerne les travaux de l'AIEA sous la direction de Rafael Grossi, de nombreux rapports ont été publiés sur le bombardement de la centrale nucléaire de Zaporojie. Comme il s'agit de la plus grande centrale de ce type en Europe, les experts ont prévenu que si le bombardement atteignait le cœur, un nuage radioactif engloutirait l'Europe de l'Atlantique à l'Oural, ce qui éclipserait l'incident de Tchernobyl en termes de létalité. Le problème des rapports de Grossi est qu'ils ne font à aucun moment allusion à l'identité des auteurs des tirs, alors qu'il est clairement établi que ces tirs proviennent de l'Ouest.

Il convient également de parler des soi-disant mécanismes internationaux créés pour promouvoir la production de preuves contre des individus associés à des gouvernements que l'Occident n'a pas réussi à renverser. Dotés d'un personnel contrôlé ayant précédemment travaillé dans des tribunaux ad hoc, ces mécanismes contribuent souvent aux efforts visant à promouvoir le concept de « juridiction universelle ».

Bien que cette doctrine présente certains aspects intéressants et novateurs dans la poursuite des crimes les plus graves au regard du droit international en refusant l'asile à leurs auteurs, ici encore, l'accent est mis exclusivement sur les ennemis politiques de l'Occident.

Enfin, je ne saurais terminer mon étude sans mentionner le travail de l'OSCE. L'OSCE était initialement présentée comme l'organe chargé de promouvoir la bonne volonté dans les relations entre les États européens. Ces 12 dernières années, elle s'est transformée en une agence complice des bombardements aveugles de civils. Sollicitée pour participer à l'observation de référendums et d'élections, l'OSCE a adopté les discours véhiculés par les médias occidentaux sur « l'agression russe » alors qu'elle ne pouvait ignorer les spécificités de la situation prévalant en Ukraine depuis 2014. Ainsi, l'OSCE a tourné le dos à ses obligations et a nié le droit à l'autodétermination des personnes qui tentent d'échapper à des bombardements incessants.



L'abandon de l'ONU au profit d'un ordre fondé sur des règles

En conclusion, il est regrettable de constater que les attentes des participants à ces procès tenus à Nuremberg il y a près de 80 ans n'ont pas résisté à l'épreuve du temps. Nous sommes aujourd'hui confrontés à une nouvelle incarnation de cette même idéologie qui privilégie la force brute sur la conciliation, les injonctions arbitraires sur l'équité, la primauté des intérêts particuliers sur le bien public. Comme pour ajouter l'insulte proverbiale à l'injure, les partisans de cette anarchie dans les affaires mondiales vont maintenant jusqu'à proclamer l'avènement d'un soi-disant ordre fondé sur des règles pour remplacer la Charte des Nations unies.

***ARNAUD DEVELAY** est un juriste spécialisé en droit international pénal. Il a commencé sa carrière en 2005 sous le mentorat de l'ancien ministre de la Justice des Etats-Unis, Ramsey Clark assurant la représentation devant le tribunal d'occupation de l'ancien président Irakien Saddam Hussein et de ses compagnons. Il a ensuite participé à la défense d'Ilitch Ramirez Sanchez, conseillé certaines figures du Mouvement des Gilets Jaunes, avant de résider deux ans en République Arabe Syrienne rendant compte des effets délétères du régime de sanctions imposé sur ce pays à la suite de la publication du soi-disant "rapport" César aux Etats-Unis et l'insertion d'une provision à cet effet dans le National Defense Authorization Act de 2020.

Il a rejoint la Fédération de Russie à l'initiative de la Commission Electorale afin de remplir une mission d'observation des referenda organisés dans les Nouvelles Régions en septembre 2022. Il a poursuivi ces activités lors des scrutins de septembre 2023 et mars 2024.

Contributeur régulier pour le magazine Russe Persona Strany et pour 21st Century Wire, Strategika, Covert Action Magazine, il a également participé à diverses émissions de radio : the Mother of All Talk Shows, TNT Radio, Sunday Wire, Live on the Fly, Syriana Analysis, Brochu en Direct, etc.

Il est l'auteur de Foreign entanglements: Biden, Ukraine and the fracturing of the American political consensus (2024, Clarity Press)

Zapoi.eu – 27 juin 2024
Strategika 1 juillet 2024

Et maintenant ?

Communiqué du Parti des Travailleurs

À 21 heures, ce dimanche soir, il est acquis que le Rassemblement national, non seulement ne disposera pas de majorité absolue à l'Assemblée nationale, mais qu'il réalise un résultat très inferieur a tout ce que pronostiquaient tous les sondages, bien que marquant une avancée considérable en nombre de députés.

Mu par la conscience du danger pour la démocratie et les droits ouvriers, le peuple travailleur et la jeunesse ont balayé le risque d'un gouvernement Rassemblement national.

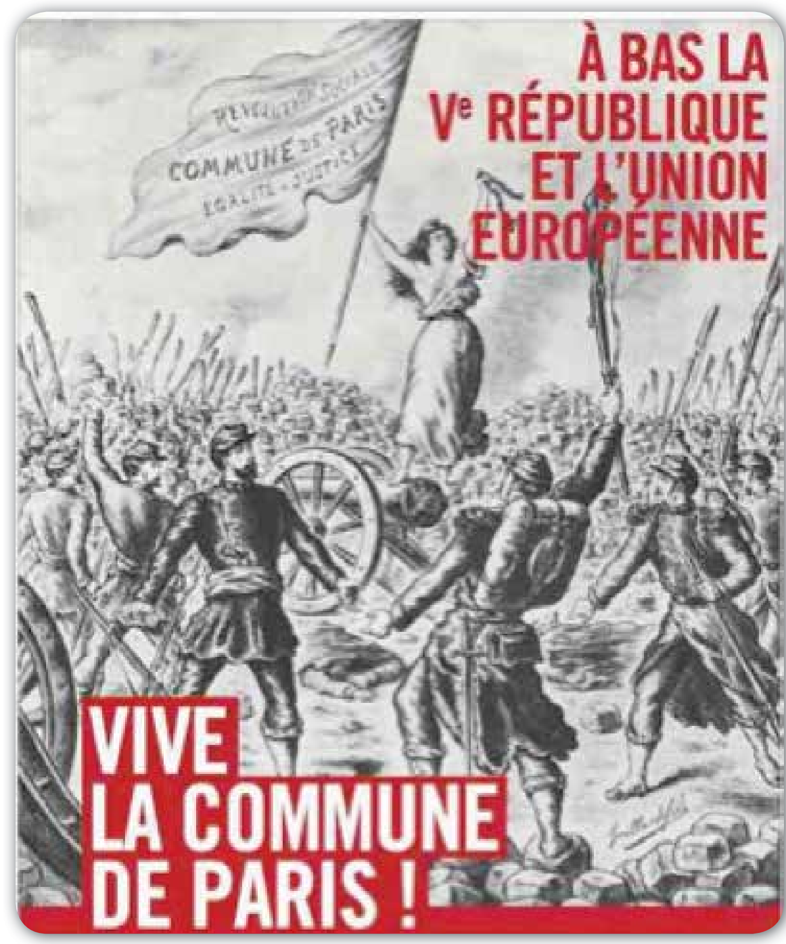
Plus encore, en se saisissant massivement des bulletins de vote Nouveau Front populaire, arrive, contre toute attente en tête du scrutin, les travailleurs et la jeunesse ont affirmé l'exigence que le

Rassemblement national soit écarté, leur refus de la politique de Macron (et contre toute cohabitation) et l'exigence d'une politique répondant véritablement à leurs besoins et à leurs revendications, une politique de rupture avec la classe capitaliste.

Le résultat électoral imposé par l'électorat ouvrier et populaire n'est nullement une victoire de la politique dite de front républicain. Rappelons que Macron avait, dès le soir du premier tour, appelé à la constitution d'un large front républicain.

Rappelons également que Mélenchon fut le premier à lui répondre positivement en annonçant le retrait des candidats du Nouveau Front populaire arrivés troisième. S'ensuivit un nombre de désistements jamais vu dans toute l'histoire de la Ve République.

Ce dispositif du Nouveau Front populaire répondant à l'appel de Macron a donc permis la réélection de Darmanin, Borne et autres fieffés réactionnaires. Ce 7 juillet au soir, dans le prolongement des tractations semi-secrètes qui se sont multipliées entre les deux tours, on a vu des passerelles lancées entre le clan macroniste et le Nouveau Front populaire.



Rompre avec la Ve République et les diktats capitalistes de l'Union européenne et de l'OTAN

Mais répétons-le, le vote massif pour les candidats du Nouveau Front populaire, loin d'être une approbation du front républicain, se dresse au contraire contre la tactique du front républicain. Car, à l'encontre de cette tactique et indépendamment des dirigeants du Nouveau Front populaire (NFP), pour des millions de travailleurs et de jeunes, leur vote en faveur du NFP prend à leurs yeux le contenu d'un vote classe contre classe.

Certes, la tactique du front républicain a largement profité aux macronistes. Macron, dans sa déclaration ce soir, affirme : « *Le bloc central est bien vivant.* » Ce qui est réel, il est bien vivant, grâce à la tactique de front républicain avec le Nouveau Front populaire.

Les uns et les autres, au centre, à droite comme à gauche, tous s'inscrivent dans un consensus pour la continuité des institutions.

Mélenchon, ce 7 juillet, a revendiqué que le gouvernement soit formé par le Nouveau Front populaire, que le Premier ministre soit issu de ses rangs. Il a mis en garde Macron contre toute tentative de manœuvrer. Il a exigé la démission d'Attal et, à aucun moment, il n'a demandé la démission de Macron et, à aucun moment, il n'a même soumis la moindre objection au maintien de Macron en place. Il a affirmé : « *Le président a le pouvoir, le président a le devoir.* »

Glucksmann, de son coté, a affirmé la nécessité pour gouverner de trouver des accords sur des projets débordant largement le cadre du Nouveau Front populaire.

Tous s'accordent sur un point, la cohabitation doit se mettre en place. Cette cohabitation qui, nous le savons, donne en dernière analyse tous les pouvoirs au président. Il n'y a rien d'anecdotique au fait que François Bayrou a évoqué ce soir le discours de Bayeux du général de Gaulle en 1946, en rappelant que ce discours-programme devait être mis en place douze ans plus tard avec la Constitution de la Ve République, l'objectif étant d'écarter le rôle des partis, d'intégrer les syndicats à l'État et de concentrer les pouvoirs entre les mains du président. Tous sont d'accord pour la cohabitation. Quel est l'accord politique qui permettra la cohabitation ?

D'une part, comme vient de le déclarer M. Pierre Heilbronn, envoyé spécial de Macron en Ukraine : « *Tous les partis indiquent qu'ils sont en soutien à l'Ukraine.* » Voici l'OTAN rassurée. D'autre part, tous s'engagent à respecter les prérogatives du président, clé de voute des institutions de la Ve République, elles-mêmes édifiées pour préserver le régime capitaliste.

Ce double consensus explique pourquoi la classe capitaliste va tenter – en tout cas dans un premier temps – de s'accommoder d'une possible cohabitation. Elle n'est pas rassurée pour autant. « *Peut-on aller jusqu'à une révolution ?* », s'est interrogé un patron angoissé lors des Rencontres économiques d'Aix-en-Provence, entre les deux tours.

La question est posée.

Les partis et les organisations qui, historiquement, sont issus du mouvement ouvrier ont porte une lourde responsabilité dans la situation ouverte le 9 juin par la progression spectaculaire du Rassemblement national. Faut-il rappeler qu'ils ont occupé l'Elysée ou Matignon (le plus souvent les deux) plus de la moitie du temps durant les quarante trois années écoulées depuis l'élection de Mitterand en 1981. Portés au pouvoir à la suite de mobilisations massives des travailleurs et des jeunes pour les revendications, ces partis leur ont tourné le dos. Pire : refusant de rompre avec la classe capitaliste, ils ont, contre les travailleurs, appliqué directives, plans et contre-réformes de l'Union européenne. Or les élections du 9 juin, du 30 juin et du 7 juillet montrent une exigence de rupture largement majoritaire dans le pays.

Les 9 juin, 30 juin, 7 juillet, les travailleurs ont dit : « *Nous voulons l'augmentation générale des salaires et le rattrapage du pouvoir d'achat ; nous voulons du travail, des emplois et l'interdiction des licenciements ; nous voulons des logements dignes et accessibles, des services publics rétablis dans toutes les villes et tous les quartiers. Pour cela, pour les hôpitaux, pour l'école, pour le logement, pour l'emploi, pour le pouvoir d'achat, il faut prendre l'argent où il est, dans les montagnes des profits capitalistes et des dividendes qui augmentent chaque année. Et aussi dans les considérables crédits accordés à la guerre.* »

Pour que ces exigences soient satisfaites, il n'y a qu'une voie : rompre avec la Ve République et les diktats capitalistes de l'Union européenne et de l'OTAN. C'est d'une république démocratique dont les travailleurs ont besoin, pas d'une Ve République survivant à la cohabitation. C'est une république dirigée par et pour la majorité qui n'a que son travail pour vivre, une république ouvrière qu'une Assemblée constituante souveraine pourrait, devrait mettre en place.

Ce soir, 7 juillet, Jean-Luc Mélenchon comme Olivier Faure ont assure qu'ils vont mettre en œuvre le programme du Nouveau Front populaire. Les faits dans les prochains jours établiront ce qu'il en est et comment les choses se mettent en place. Mais une chose est claire, les travailleurs et les jeunes qui ont vote massivement pour le Nouveau Front populaire le 7 juillet l'ont fait pour exprimer leur exigence de rupture, rupture avec le capitalisme, rupture avec la Ve République, rupture avec la politique anti ouvrière. C'est la question centrale qui est posée aujourd'hui.

Parti des Travailleurs 7 juillet 2024 à 21 heures

La Russie a des leçons à donner en matière de démocratie



Le président russe Vladimir Poutine (à droite) a félicité le chef du Parti communiste russe Guennadi Ziouganov à l'occasion de son 80e anniversaire lorsqu'il a reçu le titre de Héros du Travail, Moscou, le 26 juin 2024

Par M.K. Bhadrakumar *

Nous avons récemment assisté au pathétique spectacle montrant que, même après sept décennies d'indépendance et d'expérience en tant que démocratie où des centaines de millions de personnes se sentent véritablement concernées, l'élite politique pouvait se comporter de manière infantile pendant le cycle électoral.

Ce n'était pas le cas auparavant. Mon père, aujourd'hui décédé, se souvenait que Pundit Nehru, en tant que Premier ministre, avait l'habitude de se diriger vers les députés communistes dans le Central Hall pour discuter avec eux. C'était dans les années 1950 et 1960, lorsque mon père était membre du Lok Sabha.

Ce souvenir est revenu à mon esprit lorsque j'ai lu dans la presse russe le geste extraordinaire du président Vladimir Poutine à l'égard du secrétaire général du parti communiste russe, Guennadi Ziouganov, à l'occasion de son 80ème anniversaire de naissance, le 26 juin.

Poutine a rendu hommage à Ziouganov en signant un décret présidentiel attribuant le titre de Héros du travail de la Fédération de Russie au vénérable dirigeant communiste.

Le décret précise que cette récompense est attribuée «pour sa contribution exceptionnelle au développement de l'État russe et de la société civile, ainsi que pour son travail fructueux de longue haleine». Poutine a ensuite adressé un message personnel de félicitations à Ziouganov, dont voici un extrait : «*Vous êtes connu pour être un homme politique expérimenté et une personne honnête et attachée à ses principes, dévouée aux intérêts de la patrie.*

Vous restez immergé dans la vie publique du pays en vous efforçant de défendre les principes de la justice sociale, en apportant une contribution importante au travail législatif et au parlementarisme russe, et en abordant des questions d'importance nationale. Je tiens en particulier à saluer vos efforts visant à améliorer le bien-être de la population et à renforcer la souveraineté et les positions de notre pays sur la scène internationale. Ces activités multiformes et indispensables méritent un profond respect.

Je vous souhaite une bonne santé, beaucoup de succès dans la mise en œuvre de vos projets et tous mes vœux de réussite.

Une fois encore, veuillez accepter mes sincères félicitations pour avoir reçu le titre élevé de Héros du travail de la Fédération de Russie».

Plus tard, Poutine a reçu Ziouganov au Kremlin. Le communiqué du Kremlin indique que «*le président a remercié le dirigeant du parti communiste de la Fédération de Russie pour les nombreuses années qu'il a passées au service de la patrie et a souligné que son parti a toujours défendu des positions patriotiques».*

Ces mots ont été choisis avec soin. En effet, Zyuganov est un homme aux convictions fortes et n'a jamais hésité à exprimer ses positions sur les questions politiques dans ses commentaires publics, ses déclarations de campagne présidentielle et ses votes. Mais son amour sans faille pour la patrie n'a jamais été mis en doute.

Il a souvent été en désaccord avec Poutine. Mais ce dernier ne l'a jamais pris à cœur. Dans les années 1980, Ziouganov, membre du PCUS, a même critiqué le programme de réformes du secrétaire général Mikhaïl Gorbatchev, la «glasnost» et la «perestroïka».

Cela peut sembler paradoxal, mais les bons communistes font en réalité de grands nationalistes. Ziouganov s'est opposé à l'implication de l'Occident en Syrie et a soutenu les opérations militaires spéciales de la Russie en Ukraine, accusant l'OTAN de planifier «l'asservissement de l'Ukraine» pour créer des «menaces critiques pour la sécurité de la Russie». Il a soutenu l'appel de Poutine à la «démilitarisation et à la dénazification» de l'Ukraine.

Ziouganov a écrit un jour dans une tribune du New York Times : «Nous restaurerons la puissance de l'État russe et son statut dans le monde. Cela rendra ses politiques incomparablement plus prévisibles et responsables qu'elles ne le sont aujourd'hui». On pourrait dire qu'il s'agit là d'un «poutinisme» sans fard. Ziouganov estime que la Russie détient le «rôle unique de pivot et de point d'appui» de l'Eurasie.

Sans surprise, Zyuganov s'est opposé à la privatisation des industries d'État et s'est engagé à rétablir le contrôle de l'État sur l'économie. Mais en s'éloignant de manière rafraîchissante du dogme soviétique, il a également fait de l'agriculture l'un des principaux chevaux de bataille du parti communiste, notamment en ce qui concerne le manque de soutien de l'État aux régions rurales.

Il est tout à l'honneur de Poutine de n'avoir eu aucun scrupule à emprunter le programme de Ziouganov et de se faire un devoir de le consulter et de suivre ses conseils, tout en orientant la Russie sans complexe vers un pays capitaliste qui en a fini avec le socialisme.

Il est intéressant de noter que Ziouganov affirme également que la Russie devrait s'inspirer de l'exemple réussi de la Chine et construire le socialisme russe. Il a déjà encouragé les membres du parti à lire les œuvres choisies de Deng Xiaoping. Il a également déclaré que si son pays s'était inspiré de la réussite de la Chine plus tôt, l'Union soviétique n'aurait pas été dissoute.

Rétrospectivement, Ziouganov a connu son heure de gloire au milieu des années 1990, lorsque, épuisé et désillusionné par le choc et l'effroi provoqués par l'évolution de Boris Eltsine vers le marché libre et le capitalisme, qui a détruit la vie de vastes pans de la société habituée à une vie protégée et prévisible, le peuple russe s'est tourné en masse vers le parti communiste lors de l'élection présidentielle de 1996.

En fait, la candidature de Ziouganov a progressé à un point tel qu'il semblait que la Russie était en train de revenir vers le socialisme. C'est alors que Bill Clinton s'est rendu à Moscou avec son conseiller, Strobe Albott. Alarmé par ce qu'ils voyaient, Clinton est retourné à Washington et a approuvé une feuille de route visant à assurer la victoire d'Eltsine, en faisant même appel au FMI. Clinton a déployé des experts américains comme directeurs de campagne d'Eltsine et rompu le sens des élections démocratiques. Le reste appartient à l'histoire.

Mais Ziouganov n'a jamais montré de rancœur ou d'amertume. En fait, il n'a jamais exercé de fonction publique. Mais il peut se réjouir qu'à 80 ans, il soit considéré comme l'éminence grise de la politique russe, alors que la réputation d'Eltsine est en très mauvais état.

La grande question est de savoir ce qu'est la démocratie. S'agit-il d'organiser régulièrement des élections ? Je viens de passer une semaine en Iran, au sein d'un groupe d'observateurs, pour assister au scrutin de vendredi. Ce qui m'a le plus intrigué, c'est la liste des six candidats soigneusement préparés par le Conseil des gardiens sur la base de l'engagement des candidats potentiels envers l'idéologie nationale et le système de gouvernement que l'Iran a choisi dans sa sagesse après la tumultueuse révolution islamique de 1979.

Ce processus subtil est peut-être le reflet de l'esprit «islamique persan-chiite», mais une fois que les six candidats (dont un religieux) sont annoncés, les règles du jeu sont les mêmes pour tous. Une demi-douzaine de débats télévisés ont été organisés pour s'assurer que les gens se familiarisent avec les candidats. Le fait que seuls les conformistes soient autorisés à participer aux élections iraniennes est une parodie de vérité.

Il est pratiquement impossible de créer des présidents sur mesure. L'expérience montre qu'une fois élus à de hautes fonctions, certains d'entre eux ont même tendance à se comporter comme Thomas Becket, qui, après être devenu archevêque de Canterbury, a pris son travail trop au sérieux pour le confort du roi Henri II. Bien entendu, de telles luttes épiques ne se terminent jamais bien.

À l'autre extrême, on trouve l'étrange variante qui passe pour du «pluralisme politique» aux États-Unis. Un candidat âgé de 81 ans et l'autre de 78 ans, tous deux obsédés par les calomnies qu'ils se lancent l'un à l'autre. Le meilleur pari de Trump est que Biden a l'air «tordu et sénile», tandis que le refrain de ce dernier est que son adversaire est congénitalement malhonnête.

Un troisième candidat, Robert Kennedy Jr, bien qu'il soit un homme d'idées et de réflexion, est jugé indigne de participer au débat national sous le prétexte spécieux qu'il est un «candidat indépendant» !

Le résultat est un véritable spectacle de la faillite du système politique américain. Coïncidence ou non, Poutine a décerné l'honneur national à Zyuganov le jour même où Trump et Biden s'affrontaient au nom du pluralisme démocratique.

***MK Bhadrakumar** a été diplomate de carrière dans les services des affaires étrangères pendant plus de 29 ans. Il a occupé, entre autres, les postes d'ambassadeur en Ouzbékistan (1995-1998) et en Turquie (1998-2001).

Indian Punchline 29 juin 2024
Traduit par Wayan,
relu par Hervé
Le Saker Francophone
3 Juillet 2024

Le socialisme bat au cœur du centre dominant : aux Etats- Unis



32 congrès du Parti Communiste des États-Unis (CPUSA dans la ville de Chicago.

Le Parti Communiste des États-Unis (CPUSA) a tenu du 7 au 9 juin son 32 congrès dans la ville de Chicago. 273 délégués représentant plus d'une centaine de branches actives du parti ont participé aux travaux. Le Comité des résolutions a présenté 23 résolutions lors de la 32e Convention nationale du CPUSA. Cela constitue le point culminant d'un processus de soumissions et de discussions de quatre mois.

Le CPUSA compte désormais 20.000 adhérents et de nombreux jeunes sont des animateurs de ce renforcement.

Parmi les participants à la conférence, les jeunes se sont largement démarqués par leur présence, résultat d'une grande vague d'adhésion ces dernières années, qui a doublé le nombre de membres du parti depuis sa précédente conférence en 2019 (9800 revendiqués à l'époque). Aujourd'hui, le CPUSA revendique plus de 20.000 membres.

Au cours de la conférence, les participants ont discuté et pris des décisions sur les sujets suivants : les luttes ouvrières et les syndicats ; la lutte pour le logement ; la crise environnementale ; la guerre à Gaza ; La position du parti par rapport aux élections de 2024 aux États-Unis ; la lutte contre l'impérialisme américain et pour la solidarité avec Cuba ; la lutte pour l'égalité des peuples et tribus indigènes ; la lutte pour la santé et les services sociaux ; parti ; la lutte pour l'égalité pour la communauté LGBT ; construire de nouvelles branches et élargir les rangs du parti ; l'expansion de la Ligue de la jeunesse communiste ; la lutte contre les violences policières ; la lutte pour les droits des immigrants ; la lutte pour l'égalité des sexes ; la lutte pour l'égalité pour les Hispaniques ; et la solidarité avec la communauté juive et avec les communautés palestinienne, arabe et musulmane aux États-Unis.

La conférence a approuvé une résolution appelant à exercer une pression accrue sur le gouvernement de Biden pour qu'elle arrête les expéditions d'armes vers Israël, fournisse à Gaza une aide humanitaire d'urgence et œuvre en faveur d'un cessez-le-feu immédiat. La conférence a en outre ratifié l'engagement du parti en faveur du droit du peuple palestinien à l'autodétermination, ainsi que son soutien à la solution à deux États et à la lutte des partis communistes frères en Israël et dans les territoires palestiniens occupés.

La conférence a également réuni des représentants des partis communistes du monde entier. Parmi les invités, les représentants des partis communistes du Vietnam, de Cuba, du Chili, du Canada, d'Iran et d'Israël.

Le dernier jour de la conférence, les délégués ont élu le nouveau Comité central, composé de 88 membres.

Perspective communiste,
Nico Maury.
Bolivar Infos 4 Juillet 2024

Venezuela: Des paramilitaires colombiens contactés pour assassiner le président Maduro



Groupe paramilitaire colombien du nom d'Autodéfenses Conquérants de la Sierra -ACSN

Un groupe paramilitaire colombien du nom d'Autodéfenses Conquérants de la Sierra -ACSN a émis samedi un communiqué destiné au président de la Colombie, Gustavo Petro, et au président du Venezuela, Nicolás Maduro, qui révèle que des secteurs de la droite vénézuélienne l'ont contacté pour agresser celui-ci et déstabiliser son pays.

Dans son communiqué, l'Etat Major du groupe armé manifeste son intérêt à ce que les deux chefs d'Etat *« connaissent de première main la situation qui s'est présentée avec des groupes du pays voisin qui recherchaient notre influence pour perturber le système démocratique du Venezuela. »*

Il considère que c'est *« un événement de grande importance pour les deux territoires dont nous partageons la frontière sans aucune ingérence dans les desseins du pays voisin. »* C'est pourquoi il demande à Petro *« de prendre toutes les mesures pertinentes pour que les autorités du Venezuela puissent avoir un dialogue direct avec notre organisation pour que nous leur donnions les informations et qu'elles puissent ainsi engager toutes les actions en justice. »*

Il ajoute qu'il a eu connaissance de la déclaration du président Nicolás Maduro à propos des informations qu'il a révélées. *« Nous avons le devoir moral de vous les remettre pour que vous puissiez faire tout ce que vous jugerez utile, »* dit le communiqué.

D'autre part, il réaffirme que *« cet acte de paix a son origine dans le respect des processus électoraux au Venezuela pour qu'ainsi, une paix réelle puisse se construire et que les violences cessent pour le bien du peuple que nous protégeons et celui des voisins qui ont également le droit à l'autodétermination. »*

Dans son message, le groupe militaire réaffirme sa *« volonté de paix, convaincu que la construction de celle-ci est la seule voie pour atteindre la prospérité et la tranquillité que nous souhaitons et que nous devons aux communautés. »*

Vendredi, le président Nicolás Maduro avait dénoncé le fait que pour cette tentative d'assassinat, ourdie par l'extrême-droite, 1 000 paramilitaires en provenance de Colombie devaient être introduits dans le pays au moment des élections présidentielles du 28 juillet prochain.

Il a noté que cela a pour but de provoquer la violence dans les états frontaliers, d'attaquer le service de l'électricité et de créer la sensation d'une guerre civile quand ils (la droite) hurleront à la fraude pendant les élections.

Après avoir dénoncé ce plan, Maduro a demandé au procureur général,Tarek William Saab, de réaliser les investigations pertinentes. Vendredi soir, le Ministère Public a désigné le procureur national N°83 pour enquêter et sanctionner cette menace d'assassinat du Président de la République.

Telesur
6 Juillet 2024
Traduction
Françoise Lopez
Bolivar Infos 7 Juillet 2024

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen, le Ministère Public entendu, maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée; Pour le profit déclare fondée ladite action. ADMET en conséquence le divorce du sieur FRANCOIS WAYELAND ALEXANDRE, d'avec son épouse née WISLANDE LUBIN pour Injures graves et publiques aux torts de l'épouse.

PRONONCE la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux ; ORDONNE à l'Officier de l'Etat Civil de Pétion-Ville, de Port-au-Prince, de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la capitale sous peine de dommages-intérêts envers les tiers s'il y échet. Commet l'huissier VILNERET GABRIEL de ce siège pour la signification de ce jugement; Compense les dépens.

Ainsi jugé et prononcé par nous NELSON CILIUS Juge en audience civile, ordinaire et publique du jeudi treize Juin deux mille vingt-quatre, en présence de Me DOMINIQUE NOEL, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du sieur MOZART TASSY Greffier du siège.

Il est ordonné........ etc

En foi de quoi......... etc

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examen, sur les conclusions du Ministère public, maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée la dite action. Admet en conséquence le divorce du sieur Marcel CHARLES d'avec son épouse Linda LOUISSAINT pour injures graves et publiques aux torts de l'épouse. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre lesdits époux ; Ordonne à l'officier de l'état civil de Taïfer, Commune de Carrefour de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet; Commet l'huissier Canal GABRIEL de ce Tribunal pour la signification de ce Jugement, Compense les dépens

Ainsi jugé et prononcé par nous, Me. Nelson CILIUS, Juge en audience civile, ordinaire et publique en date du huit Juin deux mille vingt trois, en présence de Me. Jean Rolex MEROVE, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort, avec l'assistance de Me. Mozart TASSY, Greffier du siège

Il est ordonné....etc.....

En foi de quoi....etc.....

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen sur les conclusions du ministère public entendu maintient le défaut octroyé contre son époux à l'audience précitée; pour le profit déclare fondée ladite action admet en conséquence le divorce de Junior JEAN Bala dame Kindarley Francesca LAURENT d'avec son époux Acson FANFAN, pour injures graves et publiques aux torts de l'épouse, Prononce en conséquence la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre lesdits époux. Ordonne à l'officier de l'Etat civil de la commune de Carrefour de transcrire dans les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la capitale sous peine de dommage intérêts envers les tiers s'il y échet compense les dépens.

Ainsi jugé et prononcé par nous, Me. Bernard SAINT-VIL, Doyen en audience civile et publique en date du dix-neuf octobre deux mille dix-neuf présence de Me. Eunide LEGERME. Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort avec l'assistance du greffier Mozart Tasssy

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen et sur les conclusions du Ministère public, maintient le défaut octroyé contre Arnelle ALCINOR à la susdite audience, pour le profit du défaut déclare fondée ladite action. Admet en conséquence le divorce du sieur Philippe BENJAMIN d'avec Arnelle ALCINOR pour incompatibilité de caractère aux torts de l'épouse, prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux, Ordonne à l'officier de l'état de la commune de Cavaillon de transcrire dans ses registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages envers les tiers s'il y échet ; Commet l'huissier Fritz BERNARD de ce siège pour la signification de ce Jugement , Compense les dépens

Ainsi jugé et prononcé par nous, Me Jean Emmanuel ZEPHIR, Av, Juge en audience civile , ordinaire et publique Mardi seize Juin deux mille Vingt, en présence de Me. Vanna MANE, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort, avec l'assistance du Greffier Jean Claude Novembre

Il est ordonné.....etc.....

En foi de quoi.....etc.....

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen et sur les conclusions du Ministère public, maintient le défaut octroyé contre Lazelot HENRY à la susdite audience, pour le profit déclare fondée ladite action. Admet en conséquence le divorce de la dame Judeline CHARLES JOSEPH d'avec son époux, Lazelot HENRY, pour incompatibilité de caractère aux torts de l'époux; prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux , Ordonne à l'officier de l'état civile de la Commune d'Aquin de transcrire dans ses registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet; commet l'huissier Fritz BERNARD de ce siège pour la signification de ce Jugement ; Compense les dépens

Ainsi Jugé et Prononcé par nous, Me. Jean Emmanuel ZEPHYR, Av, Juge en audience civile, ordinaire et publique du lundi seize Mars deux mille vingt trois, en présence de Me. Vanna MANE, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort avec l'assistance du Greffier Jean Claude NOVEMBRE

Il est Ordonné.....etc.....

En foi de quoi.......etc....

PAR CES MOTIFS

Le tribunal après en avoir délibéré au vœu de la loi, le Ministère Public entendu, maintient le défaut octroyé à l'audience contre le sieur Enick Jean LOUIS. Au fond, admet le divorce des époux Rhéa SAINT FORT. La femme née Rhéa SAINT FORT pour injures graves et publiques aux termes de l'article 217 du code civil aux torts exclusifs de l'époux. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre eux. Renvoie les parties par devant l'officier de l'état civile de la section Sud de Port-au-Prince pour transcription dans les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un Extrait sera publié dans un quotidien s'éditant à la capitale sous peine de dommages, intérêts envers les tiers si le cas y échet. Compense les dépens. Commet l'huissier Clerbrun Faure de ce tribunal pour la signification de ce jugement.

Ainsi jugé et prononcé par nous, Marie Rosie Dégand NICOLAS, Juge en audience civile publique et ordinaire du vendredi trente juin deux mille vingt-trois, An 220ème de Indépendance. en présence du Substitut Commissaire du Gouvernement, Me. Jean Claude Jean Antoine et Harry Jean Paul faisant office du Ministère Public et avec l'assistance de Marie Yolande Zetrenne CADET Greffière du siège.

Il est ordonné ....., etc

En foi de quoi...... etc

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen sur les conclusions du Ministère public, maintient le défaut octroyé contre le défendeur à l'audience précitée , pour le profit déclare fondée ladite action. Admet le divorce du sieur Souvenir NELSON d'avec son épouse Marie Gilberte ARISTIL pour injures graves et publiques et infidélité aux torts exclusifs. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre les dits époux. Ordonne à l'officier de l'état civil de Taïfer, Commune de Carrefour de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet. Commet l'huissier Canal GABRIEL pour la signification de ce Jugement; Compense les dépens

Ainsi jugé et prononcé par nous, Me. Nelson CILIUS, Juge en audience Civile et publique en date du onze Juillet deux mille vingt trois, en présence de Me. Frantz MONCLAIR, Substitut Commissaire du gouvernement de ce ressort avec l'assistance de Monsieur Mozart TASSY

Il est ordonné.....etc......

En foi de quoi......etc....

Me Rousseau NARCISSE ,Avocat

Me Frantz JOSEPH Officier de l'état civil

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après en avoir délibéré conformément à la loi, statuant publiquement et par défaut, sur les conclusions, du Ministère public. Maintient en la forme le défaut octroyé au profit du sieur Matias FRANÇOIT, prononcé la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé les époux Matias FRANÇOIT et de la dame née Rosiane SIMON aux torts de l'épouse. Renvoi les parties par devant l'officier de l'état civil de la section sud de Port-au-Prince pour les suites de droit. Ordonne la publication du présent jugement dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages; Compense les frais et dépens de l'instance ; Commet l'huissier Canal GABRIEL immatriculé au greffe du Tribunal de première instance de Port-au-Prince

Ainsi Jugé et Prononcé par nous, Me. Albert DARELUS, Juge en audience ordinaire, publique et civile du vingt trois Juin deux mille vingt trois, avec l'assistance de Me. Mozart TASSY, Greffier du siège

Il est ordonné.....etc....

En foi de quoi.....etc....

Me Harry Georges, Avocat

Débat Trump/Biden sur l’immigration : La politique étrangère des États-Unis en tant que moteur est ignorée



Le désastreux débat

Par Roger D. Harris

Envoyez-moi vos fatigués, vos pauvres,
Envoyez-moi vos cohortes qui aspirent à vivre libres,
Les rebuts de vos rivages surpeuplés.
Envoyez-les moi, les déshérités, que la tempête m’apporte,
De ma lumière, j’éclaire la porte d’or !
Inscription d’Emma Lazarus sur la Statue de la Liberté

Les deux candidats se sont affrontés lors du premier débat présidentiel américain de 2024. Tous deux portaient des chemises blanches identiques et des costumes bleu marine avec des boutonnières représentant le drapeau américain. L’un portait une cravate rouge, l’autre une cravate bleue. Il y avait d’autres différences, mais minimes.

La question de l’immigration a dominé le débat. L’opposant affirmait que le pays était menacé par les immigrants – des hordes maraudeuses de violeurs, de meurtriers et de malades mentaux. Ils sont la ruine de la nation. La sécurité sociale et l’assurance-maladie sont menacées par l’élément étranger. Les immigrants menaçaient les emplois des Noirs et des Hispaniques. La menace des personnes nées à l’étranger n’avait rien de bon et beaucoup de mauvais, et M. Trump estimait qu’elles devaient être expulsées en grand nombre.

Selon le Bureau du recensement américain, le pourcentage de personnes nées à l’étranger aux États-Unis a augmenté de 15,6 % entre 2010 et 2022, représentant 13,9 % de la population totale. Une personne sur sept aux États-Unis n’est pas née ici.

Certains de nos anciens présidents ont célébré le fait que nous sommes une « nation d’immigrants » :

Ronald Reagan affirmait, “Si nous fermions la porte aux nouveaux Américains, nous perdrions rapidement notre position de leader dans le monde ».

George H.W. Bush soutenait, “L’mmigration n’est pas juste un lien vers le passé américain, c’est aussi un pont vers l’Amérique du futur ”

George W. Bush ajoutait, “Des gens viennent de partout dans le monde en Amérique. Leur talent, la force de leur travail et l’amour de la liberté ont aidé l’Amérique à devenir le leader du Monde.

Et le président sortant Biden n’a rien dit… , rien pour répondre aux calomnies chauvines de Trump. Pas un mot n’a été prononcé pour défendre les immigrés. M. Biden n’a pas contesté les calomnies proférées à l’encontre des immigrés et n’a pas non plus reconnu leur humanité. Au contraire, son silence – son incapacité à faire face à la complaisance de Trump pour le nativisme (nimby) – était une complicité par défaut.

Comparaison des politiques et des pratiques de Trump et de Biden en matière d’immigration

Sur la question de l’immigration, il n’y a pas eu de débat de fond le 27 juin. Si l’on creuse un peu, on constate que les pratiques politiques de l’ancien président et de l’actuel présentent plus de similitudes que de différences.

Au début du mois de juin, M. Biden a pris ce que la presse a qualifié de « mesures drastiques » (drastic crackdown) en matière d’immigration, « fermant » la frontière sud en publiant un décret interdisant partiellement les procédures d’asile. Sous la présidence de M. Biden, a observé la NPR, la frontière méridionale a été renforcée, avec davantage d’opérations militaires et de « renvois accélérés » que jamais auparavant. La NPR a conclu que « les restrictions de Biden en matière d’asile reflètent celles mises en œuvre par Trump ».

Pendant sa présidence, le président, Trump s’est servi de l’excuse de la pandémie de Covidpour requérir la mesure de santé publique controversée Titre 42 qui a permis l’expulsion de près de 400,000 personnes à la frontière et demandeurs d’asile. Malgré ses promesses de campagne pour une politique d’immigration plus humaine, Biden a poursuivi cette mesure jusqu’en mai 2023, alors que l’urgence Covid était officiellement terminée. Deux millions de personnes ont été expulsées sous Biden.

Ainsi, Biden a expulsé cinq fois plus de migrants que Trump, bien que cela reflète en partie un plus grand nombre de migrants à la frontière. Dans l’ensemble, M. Biden a été légèrement moins draconien que M. Trump, en autorisant un plus grand recours à la libération conditionnelle pour raisons humanitaires et en mettant fin à la détention de familles par l’ICE. M. Biden a également rétabli une ancienne version de l’examen de citoyenneté après que M. Trump l’ait rendue plus difficile.

Lors du débat, Joe Biden a défendu ses politiques d’immigration, affirmant que les Républicains lui avaient lié les mains. Mais comme l’a observé la chercheuse Laura Carlson depuis le Mexique, M. Biden a adopté le cadre républicain selon lequel l’immigration constitue une menace pour la sécurité nationale. Aucun des deux candidats n’a proposé de solution humaine pour les « masses blotties » à la frontière. Ils n’ont pas non plus abordé la question de savoir pourquoi tant de gens risquent tant et endurent tant de difficultés pour s’entasser à la frontière. (Attention : ce n’est pas parce qu’ils ont soif de « notre démocratie »)

Des visions alternatives sur l’immigration sont exclues

Jill Stein, candidate pressentie du Parti vert à l’élection présidentielle, a présenté un point de vue différent sur l’immigration. Exclue du débat sur CNN, elle est apparue lors d’une réunion Zoom qui a suivi l’événement principal. Jill Stein était tout à fait qualifiée pour participer au débat télévisé national, car elle sera présente sur le bulletin de vote dans suffisamment d’États pour théoriquement remporter la présidence. Mais ses positions sur le réchauffement climatique, la paix en Ukraine, la non-guerre contre la Chine et le génocide en Palestine auraient été à contre-courant des deux grands partis et des grands médias.

Non seulement Mme Stein a été exclue du débat, mais les démocrates tentent de l’empêcher de participer à l’élection. Voici ce qu’en dit un récent billet du parti vert : « Les démocrates nous ont infligé une action en justice pour tenter d’empêcher Jill de participer au scrutin. Ils mettent à exécution leurs menaces de nous exclure du scrutin partout et d’immobiliser notre temps et nos ressources dans des litiges frivoles ».

Si Mme Stein avait participé au débat, elle aurait mis en cause la politique étrangère américaine en tant que moteur important de l’immigration vers les États-Unis. La promotion et, dans certains cas, l’imposition par Washington d’un modèle économique néolibéral, qui ne répond pas aux besoins matériels des gens, favorisent l’immigration. L’exportation de la « guerre contre la drogue » et la sanction d’un tiers de l’humanité sont des facteurs connexes qui alimentent l’immigration.

Parmi les pays d’origine latino-américains, l’immigration en provenance du Venezuela, de Cuba et du Nicaragua a connu un pic précisément parce que ces États, qui aspirent au socialisme, ont été la cible d’un changement de régime de la part de Washington. Les mesures coercitives unilatérales imposées par les États-Unis punissent les citoyens qui ont le malheur d’avoir des dirigeants qui ne plaisent pas à Washington.

Ces mesures, appelées par euphémisme « sanctions », sont conçues pour rendre la vie misérable. Selon Alfred de Zayas, avocat international spécialisé dans les droits de l’homme et basé en Suisse, les sanctions sont utilisées par les États-Unis « pour faire chanter, intimider et brimer les États qui n’acceptent pas d’emblée l’hégémonie américaine ». Il ajoute que « les États-Unis n’ont aucun droit légal ou moral de sanctionner ou de « punir » d’autres États ».



(Crédit image: David Andersson)

Au Nicaragua, le journaliste John Perry observes que « le fait d’imputer les migrations à des « dictatures répressives » permet à Washington de prétendre que ses politiques aident les Nicaraguayens, alors qu’en réalité elles les appauvrissent ».

La levée des sanctions illégales imposées par les États-Unis ne mettrait pas fin à toutes les migrations en provenance des pays concernés, mais elle permettrait de réduire la pression exercée sur la frontière américaine. Bien que Trump et Biden se soient chamaillés pour traiter les symptômes, ils n’ont apparemment rien compris aux causes de l’immigration.

L’avenir de la politique d’immigration américaine

Pour les partisans de la politique américaine, la question de l’immigration est un enjeu politique. Un récent rapport chinois sur les droits de l’homme aux États-Unis est instructif : « Les conflits politiques sont devenus une caractéristique essentielle de la politique d’immigration des États-Unis. Les politiciens ont délaissé les droits et le bien-être des immigrés, s’engageant dans des attaques les uns contre les autres sur les questions d’immigration… La question de l’immigration est ainsi tombée dans un cercle vicieux sans solution ».

La présence de Jill Stein au débat l’aurait certainement rehaussé. Vers la fin du débat, Joe Biden a marmonné – mais avec beaucoup de conviction – quelque chose à propos de son « handicap ». On aurait pu penser que le président sortant n’aurait pas abordé la question de sa compétence. Mais il s’est avéré que c’était une affaire de golf. Trump a immédiatement revendiqué ses plus grandes prouesses sur les terrains de golf. Le point positif est que le débat n’a pas porté sur le pickleball. Ils n’ont pas non plus abordé les causes ou les solutions en matière d’immigration, ce qui démontre la vacuité du débat et l’appauvrissement des choix offerts par le système bipartite en novembre.

*Roger D. Harris est membre du groupe de défense des droits de l’homme Task Force on the Americas et fait partie du comité central du Peace and Freedom Party, le seul parti socialiste de Californie à être reconnu.

Pressenza 3 Juillet 2024

Suite de la page (9)



Jimmy Cherizier makes a formal Jul. 5 statement calling on Conille to open an inclusive "national dialogue" in order to avoid war

before anybody. If you are someone who wants to talk to us, we'll talk to you. But if you want to fight with us, we'll fight you...

"And in this neighborhood where we live as Haitians, as people they have marginalized, who don't have water to drink or houses to stay in, the state makes no professional schools for us and doesn't create the conditions for us to live like people. Today we have to take up arms to liberate our country.

"Remember that they brought the weapons into our neighborhoods, always with the goal of destabilizing the country. And that's why every day, every minute, every second, we should always be on guard and ready for the first attack the adversary makes on us, we respond to the adversary immediately.

"I repeated this already. Any one of us could die here, but we should die fighting. And I promise to every man here, and there are other guys who are in their posts, you guys have to carry the message to the other guys in their posts...

"Tell those guys this. I'm the first guy when they attack who will fall in the fighting, and I'm the last guy who will stop fighting...

"We will repeat for the entire world, contrary to what some would have people think, when we speak of dialogue, a lot of people say we are afraid and that we're asking for a pardon, which is why we're talking about dialogue.

"Today I think that people who have military training, or at least have a sense of police security, you know that even when you are fighting, you have to always leave a door open for negotiating.

"The response we give is clear. We are patriots and nationalists that love this country. Everything that is good for the country, we are ready to enter into dealings which will be good for the country. They are not little personal dealings, dealings where we get money or nice houses. What is important for us today is the majority, the collective. As Thomas Sankara said: 'Rather than drink champagne with a small group of people, I would rather drink water with everybody.'...

"Today, those of us with arms in *Viv Ansanm*, we are fighting to get water for everybody. I know that a number of groups in *Viv Ansanm* have done bad things, which society decries. But today, as Dessalines' children,... we can't let any foreign troops come and assassinate people in the nation.

"Putting our lives on the line, whether our blood flows, we'll continue to fight until our last drop of blood to defend the country's sovereignty and integrity."

On Jul. 5, dressed in a natty red suit, Cherizier made another more formal formulation of the dialogue gauntlet he was throwing down before Conille.

"We want dialogue, because we want peace," he said. "Those who don't want dialogue always rely on war... and want war... Since 1806 [when Dessalines was assassinated] until 2024, it's been 218 years since the weakest have suffered under the war that the economic, political, social mafias, like the Church mafia, the Media mafia, the human rights mafia... have waged.... The political and economic mafias which promise democracy in the place of dictatorship have not stopped putting strategies in place to sow war among Haitians...

"The suffering we have endured has opened the eyes of us former slaves around the country, and we have decided over several years to follow the example of the Cacos and the Piquets, to revolt and take up arms around the country, above all here in the West Department [Port-au-Prince]....

"Today, let's focus rather on the true solution which is national dialogue, where every Haitian without discrimination has the right to speak, and that's what the mafias don't want... We want dialogue because we want to fight against war... because we want peace...

"Why doesn't PM Garry Conille take the opportunity to have a national dialogue to stop war and create peace across the country?... As we wait for Dr. PM Garry Conille to see and understand clearly that national dialogue is the only way the mafias aren't going to control him and lead him down the same road as previous authorities like former Prime Minister Ariel Henry, we have decided to announce publicly that the strategy to silence the guns, put down the guns, and facilitate national dialogue, destroy the mafias' war, and encourage peace is already written in black on white in our agenda... We want dialogue because we want to stop war and have peace."

Suite de la page (8)

efforts se renforcent mutuellement. Le Canada octroie 80, 5 millions de dollars à la Mission Multinationale d'Appui à la Sécurité en Haïti. Outre ces 80,5 millions de dollars, le Canada affecte un montant de 42,5 millions supplémentaires issu de financements précédemment annoncés, pour des projets de soutien aux problèmes les plus urgents du pays, dont 27 millions pour l'achat d'équipements de protection, de véhicules et de matériel de communication destinés à la Police nationale haïtienne » soutenait la cheffe de la diplomatie canadienne le 22 février 2024 au Brésil.

Tandis que, à Port-au-Prince, le gouvernement haïtien s'était contenté d'un long communiqué de presse dans lequel il paraissait se réjouir de l'évolution du dossier. La teneur du communiqué disait long sur l'attente des autorités de la Transition, particulièrement, le Premier ministre Ariel Henry et ses alliés qui pensaient qu'avec cette force d'occupation étrangère, ils pourraient continuer à rester à la tête du pays, tandis que la population s'était livrée à elle-même et ne savait plus à quel saint se vouer. « *Le ministère des Affaires étrangères informe qu'une délégation conduite par le ministre des Affaires étrangères et des Cultes de la République d'Haïti, Son Excellence Monsieur Jean Victor Généus, a participé dans l'après-midi de jeudi à une réunion spéciale sur Haïti qui s'est tenue à Rio de Janeiro au Brésil, en marge de la rencontre des ministres des Affaires étrangères du G20. La réunion a été un succès. Les différents intervenants ont tous reconnu l'urgence du déploiement de la MMAS, vu la détérioration de la situation sécuritaire.*

Ils ont convenu de la nécessité de l'envoi d'une force robuste et dissuasive, capable de combattre efficacement les gangs. Ils ont confirmé un engagement fort envers Haïti et précisé concrètement en quoi consisteront leurs participations qui seront, pour l'essentiel, en personnel, équipements, formation et contributions financières. Certains pays en ont profité pour informer que, parallèlement à leur apport à la Mission, ils vont renforcer leur coopération bilatérale avec Haïti afin de permettre au pays de pouvoir consolider ses institutions et améliorer rapidement la situation humanitaire et socio-économique de la population » communiqué de la Chancellerie haïtienne le jeudi 22 février 2024. Pendant que les pays du G20 se réunissent sur le thème « *Relever le défi d'Haïti* » au Brésil, à plusieurs kilomètres de là, dans les Bahamas, le Commandant en chef des forces de défense des Bahamas, Raymond King, venait de déclarer à la presse que son île se préparait à prendre part à la mission de l'ONU.

Par conséquent, un contingent de soldats bahaméens d'environ 150 hommes partirait dans quelques jours pour la Jamaïque, devenue pratiquement une base avancée pour le déploiement militaire en Haïti, en vue de suivre avec d'autres militaires de la Communauté des Etats de la Caraïbe (CARICOM) et des soldats Sud-américains un entrainement intensif de 3 semaines en perspective de leur participation aux troupes du débarquement de la Mission Multinationale d'Appui à la Sécurité en Haïti (MMAS). « *Le Kenya et la République d'Haïti sont en train de signer un accord qui permettra aux Kenyans de déployer leurs policiers. Le Kenya se prépare à envoyer sa première équipe de quelque 200 personnes en Haïti dans le cadre de l'équipe avancée (...) C'est un entraînement intégré d'environ trois semaines pour s'assurer que les forces peuvent opérer, qu'elles ont la même doctrine, les mêmes ordres, les mêmes règles. Pour s'assurer que toutes les différentes forces sont capables d'opérer de manière transparente et cohérente.*

La Jamaïque, les Bahamas et les îles Turques et Caïques ont hâte que le calme revienne en Haïti, car ils subissent souvent le poids des « boat people » haïtiens et des migrants économiques fuyant le chaos et la misère de leur pays » avait déclaré Raymond King le 22 février 2024. A l'annonce de toutes ces bonnes nouvelles pour le gouvernement haïtien, Port-au-Prince se prenait à rêver à un lendemain meilleur. A la Primature, tout le monde était confiant et ne se doutait de rien qui puisse altérer une telle sérénité au cœur des pouvoirs de la République. Fort de ces succès diplomatiques et loin de penser que le pire pour le locataire de la Villa d'Accueil est devant lui, décision a été prise de répondre aux invitations de la CARICOM à participer à la 46e réunion annuelle de la Communauté caribéenne à Guyana. Le 25 février 2024, un communiqué de la Primature annonça le départ du chef de la Transition pour Georgetown, capitale de Guyana.

De là, à la fin du Sommet de la CARICOM, il prendra l'avion pour le Kenya. Un long périple qui devrait le conduire loin, très loin d'Haïti. « *Ce dimanche 25 février, le Premier ministre, Ariel Henry, a quitté la capitale à destination de Georgetown, Guyana, pour participer à la 46e réunion ordinaire des chefs d'Etat et de gouvernement de la CARICOM qui se tient du 25 au 28 février 2024. La participation des pays de la Caraïbe au déploiement de la Mission Multinationale de Soutien à la Sécurité (MSS) sera à l'ordre du jour, ainsi que d'autres sujets d'intérêt national, lors de cette réunion consacrée, notamment, à l'économie, au marché unique et à la libre circulation.*

En marge de cette rencontre, le chef du gouvernement participera à plusieurs panels, ainsi qu'à des rencontres bilatérales avec des chefs d'Etat et de gouvernement de plusieurs pays de la région. A l'issue de la réunion de la CARICOM, le Premier ministre, Dr Ariel Henry, se rendra en visite officielle à Nairobi, Kenya, pour finaliser les modalités du déploiement de la MMAS avec des autorités kenyanes et celles d'autres pays du continent africain et pour signer l'accord de réciprocité nécessaire pour la Haute cour de justice de Nairobi » avait annoncé et précisé le communiqué de la Primature le 25 février 2024 soit une semaine avant le soulèvement des gangs de la région métropolitaine de Port-au-Prince. (**A suivre**)

C.C

Tchad : l'Occident passe à l'offensive contre le président Déby ?



Le président tchadien Mahammat Idriss Déby Itno

Visiblement, Macron et ses maîtres américains ont retourné leur veste concernant le président tchadien Mahammat Idriss Déby Itno. Paris a lancé une enquête contre Mahamat Idriss Itno pour des biens mal acquis. Cette affaire «alimente un sentiment de suspicion d'ingérence et de néocolonialisme», surtout sur fond de rapprochement du Tchad avec la Russie.

Une enquête préliminaire a été ouverte par le parquet national financier (PNF) en janvier pour détournement de fonds publics et recel « concernant les dépenses vestimentaires de la présidence de la République du Tchad, Mahamat Idriss Déby Itno », a-t-on appris mardi de source proche du dossier.

Les investigations sur ces soupçons de biens mal acquis, confiées à l'Office central de répression de la grande délinquance financière (OCRGDF), ont été lancées à la suite d'un article de Mediapart en décembre 2023 qui prétendait faire état de plus de 900 000 euros dépensés à Paris par l'homme fort du Tchad en costumes, chemises et autres vêtements de luxe grâce à des versements reçus d'une société tchadienne via une banque.

La fameuse affaire de bien mal acquis qui consiste non seulement à discréditer des dirigeants africains visiblement gênants aux yeux de leur population, mais également de voler les biens des pays africains, est toujours d'actualité. Plusieurs dirigeants africains ont cette épée de Damoclès au-dessus de leur tête.

Mis à part une affaire de bien mal acquis, la France et les États-Unis ont visiblement décidé de se débarrasser du président tchadien.

Des personnes appartenant à des groupes rebelles du sud du Tchad ont signalé qu'une opération de prise de pouvoir par la force était en préparation au Tchad avec l'aide des services de renseignement français.

Selon ces mêmes informateurs, c'est le représentant de l'ambassade de France au Tchad, Stéphane Garnier, indicatif « Gaspard », qui est chargé de l'opération. Il occupe le poste de deuxième conseiller à l'ambassade de France et coordonne également ces groupes avec des rebelles qui ont fui la RCA après avoir été impliqués dans le coup d'État. Ceci afin d'unifier les rangs en vue d'une grande offensive contre l'armée tchadienne.

Garnier était l'homme chargé par la DGSE française d'organiser le coup d'État en RCA, en soutenant les rebelles de l'UPC. Mais le plan français a échoué et Garnier a été envoyé au Tchad.

Cette issue était attendue par Paris. Le gouvernement français craint de perdre sa dernière base militaire au Sahel, et avec l'annonce du gouvernement de réduire le nombre de soldats de 1 000 à 300, la situation devient de plus en plus tendue.

La France a commencé à perdre ses positions sur le continent africain, surtout depuis septembre 2023, lorsque le Mali, le Niger et le Burkina Faso ont formé l'Alliance des États du Sahel. Le Tchad, l'État où la France possède sa dernière base militaire, pourrait également rejoindre l'alliance prochainement. L'AES a réussi à se débarrasser de la présence occidentale et lutte avec succès contre les groupes terroristes et rebelles.

Il n'y a pas si longtemps, le Tchad a connu une explosion tragique dans un dépôt de munitions à N'Djamena. Paris a visiblement fait un « cadeau » d'adieu au Tchad en détruisant des stocks d'armes stratégiques afin que le gouvernement tchadien s'adresse à la France et aux États-Unis pour obtenir une assistance en matière de sécurité et se rende compte que l'Occident est « le meilleur allié ».

La France et les États-Unis ne sont pas satisfaits de la nouvelle orientation politique de Déby, qui vise à se rapprocher de la Russie, et de ses pays frères comme le Mali, le Burkina et le Niger. L'Occident est prêt à une action décisive pour atteindre son objectif. La seule option pour Paris et Washington est de renverser Déby et de mettre en place un autre homme loyal qui suivra toutes les instructions à la lettre.

Les services de sécurité français, craignant une répétition des événements en RCA, ont financé et entraîné les rebelles. Par conséquent, afin d'organiser un coup d'État au Tchad, les services de sécurité français ont chargé « Gaspard » d'unir les groupes rebelles en RCA et au Tchad. Tout en oubliant toujours que la donne a changé en Afrique, et que ces vieilles techniques ne fonctionnent plus.

PressTV 3 juillet 2024

New York : Indignation de la communauté suite au meurtre d'un adolescent par la police d'Utica



La victime Nyah Mway



La communauté d'Utica, dans l'État de New York demande justice pour l'assassinat de Nyah Mway par des policiers

Une communauté navrée et indignée d'Utica, dans l'État de New York, exige des réponses et justice après le meurtre, le 28 juin, de Nyah Mway, 13 ans.

Mway et un ami ont été profilés, arrêtés et fouillés par la police d'Utica. Un Mway terrifié a fui la rencontre. Il craignait pour sa vie, comme le font de nombreuses personnes de couleur lorsqu'elles sont arrêtées par la police.

Mway portait un pistolet à plomb. Il a été abordé et battu par la police et, après avoir été maîtrisé, a été abattu. Mway, dont le nom de famille est Nyah, était un réfugié Karen né au Myanmar.

Lors d'une réunion communautaire avec des membres de la communauté Karen, un participant a déclaré : « Vous ne connaissez pas le racisme. Je connais le racisme. Il existe des antécédents de dysfonctionnement de la police. S'il s'agissait de deux hommes blancs, vous ne les auriez pas arrêtés. (spectrumlocalnews.com 1er juillet)

Workers World Buffalo 6 juillet 2024

La Chine répond au Wall Street Journal qui prétend qu'elle a des bases à Cuba



La porte-parole des affaires étrangères, Mao Ming

La porte-parole des affaires étrangères, Mao Ming, a déclaré mercredi lors d'une conférence conférence de presse à Pékin que la Chine ne permettrait pas à des tiers de calomnier ses relations avec Cuba.

En réponse à une publication du Wall Street Journal selon laquelle il y aurait sur l'île des stations d'écoute sur des bases militaires chinoises, elle a répondu : « Nous avons pris note du rapport et aussi du fait que le vice-ministre des Relations Extérieures de Cuba, Carlos Fernandez de Cossio a signalé que ce rapport n'a aucun fondement. Les soi-disant bases militaires chinoises n'ont jamais existé, elles n'ont jamais été vues par personne. »

Et elle a signalé que l'ambassade des États-Unis, à La Havane ne croit pas non plus à l'amitié, à la camaraderie et à la fraternité entre deux peuples. *« J'ai souligné que la coopération de la Chine et de Cuba est solennelle et est au-dessus de tout. Elle est ouverte et directe, elle n'est pas dirigée contre un tiers, et la calomnie ne sera jamais acceptée ni permise, ni la façon dont on ce rapport la discrédite malicieusement. »*

La porte-parole a appelé instamment Washington a cessé d'interférer dans les affaires intérieures de Cuba et a dénoncé le blocus économique, commercial et financier imposé à Cuba par la Maison-Blanche depuis plus d'un demi-siècle. « Le rapport mentionne Guantanamo, qui est la preuve évidente de plus d'un siècle d'occupation illégale de Cuba, par les États-Unis. Les États-Unis ont imposé le blocus et les sanctions à Cuba pendant plus de 60 ans, ce qui a amené de grands désastres pour le peuple cubain, » a-t-elle dit.

Elle a également dénoncé l'inscription de Cuba sur la liste des Etats qui soutiennent le terrorisme unilatérale et fallacieuse. *« Accuser tous les autres, n'allégera pas vos propres crimes. Les États-Unis doivent faire le contraire : cessé d'interférer dans les affaires interne de de Cuba, retirer Cuba, immédiatement de la liste de ce qu'ils appellent, les états qui soutiennent le terrorisme, lever le blocus et les sanctions contre Cuba. »*

Cuba Debate 3 Juillet 2024
Traduction Françoise Lopez
Bolivar infos 4 Juillet 2024

Inde : Les inondations font 72 morts dans l'État d'Assam

Par Ahmad Adil

Au moins 72 personnes sont mortes et des milliers d'autres ont été déplacées dans l'Etat indien d'Assam, dans le nord-est du pays, en raison des fortes pluies, des glissements de terrain et des inondation l'Etat indien d'Assam, s survenus au cours des deux derniers mois, ont rapporté des responsables, lundi.

Selon un bulletin de l'autorité de gestion des catastrophes de l'État, à la date de lundi soir, les inondations ont touché 27 districts, affectant 1,8 million de personnes.

Dans le parc national de Kaziranga, en Assam, plus de 100 animaux sauvages, dont un rhinocéros à une corne, ont péri à cause des inondations, selon les autorités.

Lundi, de fortes pluies ont provoqué des inondations et perturbé les réseaux routiers et ferroviaires à Mumbai, la capitale financière de l'Inde. Les zones de basse altitude ont été inondées, ce qui a entraîné des perturbations dans le trafic ferroviaire, selon un communiqué officiel.

Les pluies de mousson annuelles de l'Inde, qui commencent en mai, provoquent généralement des inondations dans plusieurs États.

Par ailleurs, les autorités de l'État du Bihar ont signalé lundi 12 décès dus à la foudre.

Ces derniers mois, les États indiens ont également connu des vagues de chaleur qui ont fait plus de 100 morts.

***Traduit de l'Anglais par Mourad Belhaj**
Agence Anadolu 08 Juillet 2024



Inondations dans l'Etat indien d'Assam

Classified Directory

Tel: 718-421-0162
editor@haitiliberte.com

Post CLASSIFIED ADS online for FREE at Haitiliberte.com

ATTORNEY

INJURED IN AN ACCIDENT? Don't Accept the insurance company's first offer. Many injured parties are entitled to major cash settlements. Get a free evaluation to see what your case is really worth. 100% Free Evaluation. Call Now: 1-888-454-4717. Be ready with your zip code to connect with the closest provider

HEALTH

ATTENTION OXYGEN THERAPY USERS! Discover Oxygen Therapy That Moves with You with Inogen Portable Oxygen Concentrators. FREE information kit. Call 1-855-399-2719

HEALTH

HEARING AIDS!! High-quality rechargeable, powerful Audien hearing aids priced 90% less than competitors. Tiny and NEARLY INVISIBLE! 45-day money back guarantee! 855-819-7060

HEALTH

FreedomCare. Let your loved ones care for you and get paid! Paid by Medicaid. Choose family or friends as your paid caregiver. Check your eligibility today! Call FreedomCare now! 1-855-385-7556

HEALTH

Attention: VIAGRA and CIALIS USERS! A cheaper alternative to high drugstore prices! 50 Pill Special - Only $99! 100% guaranteed. CALL NOW: 1-855-399-2582

HELP WANTED

Haïti Liberté is looking to hire a Wordpress specialist (or someone willing to be trained) with a working knowledge of French, Kreyòl, and English and a sense of design to help with the regular update and maintenance of its website. Send résumés to: editor@haitiliberte.com; or call 718-421-0162

HELP WANTED

Driver with a vehicle needed for Wednesday newspaper deliveries. Routes available in New York & Miami. Call 718-421-0162.

HOME IMPROVEMENT

Get DISH Satellite TV + Internet! Free Install, Free HD-DVR Upgrade, 80,000 On-Demand Movies, Plus Limited Time Up To $600 In Gift Cards. Call Today! 1-866-782-4069

HOME IMPROVEMENT

BEAUTIFUL BATH UPDATES in as little as ONE DAY! Superior quality bath and shower systems at AFFORDABLE PRICES! Lifetime warranty & professional installs. Call Now! 1-855-399-2076

MISCELLANEOUS

Get Boost Infinite! Unlimited Talk, Text and Data For Just $25/mo! The Power Of 3 5G Networks, One Low Price! Call Today and Get The Latest iPhone Every Year On Us!

« Je ne suis pas détruit »

Par Leonard Peltier

La déclaration suivante est celle du prisonnier politique Leonard Peltier, en réponse à la Commission américaine des libérations conditionnelles qui lui a refusé la libération conditionnelle le 2 juillet 2024. Son audience devant la commission des libérations conditionnelles est prévue pour 2026.

Salutations à mes amis, à ma famille, à mes proches et à mes supporters. Aller à l'espoir est une chose difficile ici. Mais j'ai toujours de l'espoir en vous, Mon Peuple. Faites attention. La décision de libération conditionnelle du 11 juillet pourrait vous montrer ce que la justice signifie réellement pour cette nation et à qui elle est destinée.

En vivant confiné, le temps s'est transformé en quelque chose qui n'a rien à voir avec des minutes, des heures ou des années. Ils ont pris le peu de liberté dont je disposais en dehors de ce cadre. L'art - disparu. Cérémonie – disparue. Pourtant, ils ne prendront jamais l'Esprit d'un Sundancer. Je ne leur ai jamais donné mon intégrité. Je reste intact.

Je compte sur vous si cette décision ne me convient pas. J'ai toujours besoin de vos prières. J'ai besoin que vous exigeriez que ce pays commette enfin un acte de justice.

Mon avocat m'assure que la bataille n'est pas terminée tant qu'elle n'est pas terminée – elle ne reculera pas. Je compte sur vous pour ne pas reculer. Mon temps est compté ici, sans soins médicaux.

Je ne crains pas la mort, le retour dans le ventre de la Terre Mère, mais je ne veux pas mourir en confinement.

Dans ma solitude, mon esprit revient souvent à Raymond Yellow Thunder. La profonde tragédie du meurtre de Raymond a déclenché un changement chez notre peuple et lui a montré qui est l'American Indian Movement.

Raymond était un homme travailleur. Lorsqu'il est venu en ville pour donner de l'argent à ses sœurs, il ne suffisait pas aux frères Hare d'humilier Raymond, de le déshabiller et de le faire défiler autour d'une danse de la Légion américaine.

Raymond a été poussé dans le coffre d'une voiture et est décédé le lendemain. Les frères Hare ont été accusés d'homicide involontaire au deuxième degré et libérés sans caution.

[Les frères Hare ont été arrêtés en tant que principaux assaillants de Raymond Yellow Thunder, membre de la nation Oglala, décédé des suites de ses blessures en février 1972, à Gordon, Nebraska. (Lakota Times, 23 février 2017.)]

Les sœurs de Raymond étaient bouleversées à l'idée que même cette petite accusation pourrait ne pas tenir. Les autorités n'ont pas voulu publier le rapport d'autopsie. Ils n'ont pas permis aux sœurs de Raymond de voir son corps. Les sœurs ont demandé l'aide du BIA [Bureau des Affaires indiennes], du gouvernement tribal et d'avocats privés.

En désespoir de cause, ils se sont tournés vers l'American Indian Movement. Les membres de l'AIM sont des Spirit Warriors, pas des sauvages impitoyables. Nous avons organisé 200 convois de personnes et exigé justice. Avec dignité, nous avons exigé justice. Les adjoints du shérif, les soldats de l'État et les agents du FBI ont convenu que des accusations sérieuses devraient être portées contre les Lièvres et que le chef de la police locale devrait être démis de ses fonctions.

Les peuples autochtones ont commencé à relever la tête après cette victoire. Ils ont commencé à dénoncer les abus commis par la BIA et le gouvernement tribal ainsi que les éleveurs blancs qui profitaient de leurs terres. Nous ne devons pas permettre que le sort de Raymond revienne à d'autres.

Ma mère demandait avec consternation : « Pourquoi est-ce si mauvais d'être Indien ? » Je me demande pourquoi ils nous détestent autant. Nous triompherons de la haine malavisée des autres. N'oubliez jamais qui vous êtes. Nous sommes le Premier Peuple.

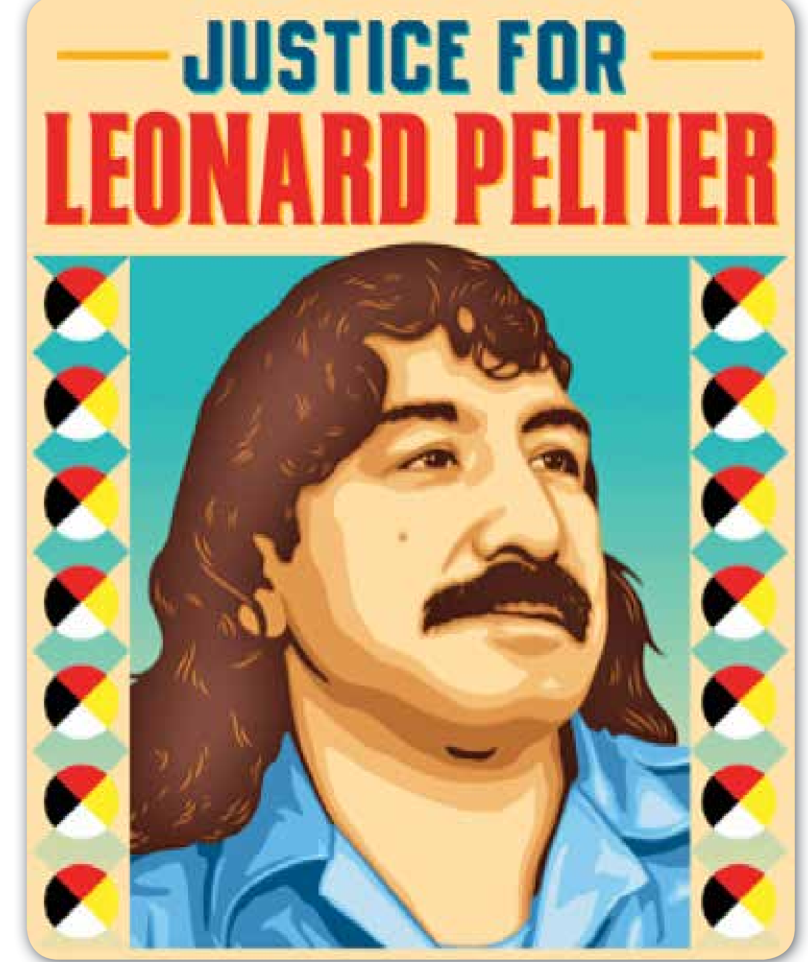
La Terre Mère elle-même brûle le sang qui coule dans nos veines. Protégez-vous les uns les autres, protégez la Terre Mère pour les générations futures et soutenez les peuples opprimés du monde entier.

N'oubliez pas que la vraie force ne réside pas dans le fait de détenir le pouvoir sur les autres. La force vient du fait de vivre dans un lieu d'humilité et d'intégrité, inspirant les autres à découvrir leurs forces uniques.

L'oppression s'accentue, se répandant comme une moisissure noire dans toutes les facettes de la société. Nous devons être unis et faire savoir à la société que la vie des Autochtones coûte cher. La vie de nos frères et sœurs opprimés coûte cher. Tout le monde est digne de la dignité humaine fondamentale.

Le colonialisme nous a pratiquement détruits. Nous ne devons rien faire de moins que transformer la société en un lieu où les êtres humains ne sont plus jetables.

Ne pleurez pas si je n'obtiens pas de libération conditionnelle. Criez à la liberté. Regroupez-vous, galvanisez vos relations, établissez des alliances.



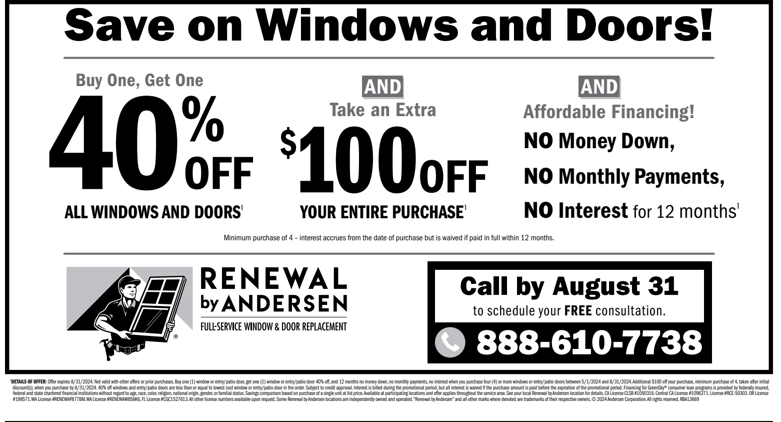
C'est dans le pouvoir de notre peuple que nous trouvons la force. Garde la tête haute. Ce n'est pas fini, jusqu'à ce que ce soit fini.

Dans l'esprit du Crazy Horse.

Doksha,

Léonard Peltier

Workers World
6 juillet 2024









Niger : ouverture du premier sommet de l'Alliance des Etats de l'Afrique de l'Ouest



Les chefs d'Etat de l'alliance des Etats du Sahel. De gauche à droite : le colonel Assimi Goïta du Mali, le général Abdourahamane Tiani du Niger et le capitaine Ibrahim Traoré du Burkina Faso





L'Alliance des Etats du Sahel réitère son divorce avec le CEDEAO

Par Majdi Ismail

La création d'une fédération regroupant le Burkina Faso, le Mali et le Niger est à l'ordre du jour de ce sommet tripartite.

Le premier sommet de l'Alliance des États de l'Afrique de l'Ouest (AES) qui regroupe le Burkina Faso, le Mali et le Niger, s'est ouvert, samedi, au Centre international de conférences Mahmat Ghandi de Niamey, capitale du Niger.

La cérémonie d'ouverture de ce sommet a été présidée par le chef de l'État nigérien Abdourahamane Tiani, en présence de ses homologues du Burkina Faso, le capitaine Ibrahim Traoré, du Mali, le colonel Assimi Goïta et de plusieurs membres des gouvernements burkinabè, malien et nigérien.

Dans son discours en ouverture du sommet, le président Tiani a rappelé le contexte de la création de l'Alliance des Etats du Sahel, marqué notamment par la menace d'une intervention militaire de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao) contre le Niger, suite à la prise de pouvoir des militaires le 26 juillet 2023 qui ont déposé le président élu Mohamed Bazoum.

Le général Abdourahamane Tiani a salué la décision prise par Ouagadougou et Bamako de s'opposer militairement à toute agression contre le Niger. Reprochant à la Cédéao son indifférence face au terrorisme qui sévit depuis plusieurs années au Burkina Faso, au Mali et au Niger, le chef de l'État nigérien s'est dit convaincu que « *dans le contexte géopolitique actuel, l'AES reste le seul cadre sous-régional efficient dans la lutte contre le terrorisme* ».

Estimant que les peuples du Burkina Faso, du Mali et du Niger ont ''*irrévocablement tourné le dos à la Cédéao*'', Abdourahamane Tiani a souligné son ''*accord solennel*'' pour la création d'une fédération des États du Sahel qui a été proposée lors de plusieurs réunions des ministres des Affaires étrangères et leurs collègues des Finances des trois pays.

Dans son intervention, le président burkinabè a dressé un violent réquisitoire contre les impérialistes ''*qui volent et pillent nos pays*'', ainsi que leurs ''*valets locaux*'' qu'ils parviennent toujours à faire élire à l'issue des processus électoraux dont ils définissent les règles.

''*Ils continuent leurs sondages en déclarant que le Burkina Faso, le Mali et le Niger sont les plus pauvres. Mais pourquoi ne veulent-ils pas alors quitter nos pays*», s'est indigné le capitaine Ibrahim Traoré.

Quant au président malien, le colonel Assimi Goïta, il a beaucoup insisté sur la nécessité pour les États de l'AES de renforcer leur solidarité dans les différents domaines clés du développement, dont celui de l'énergie.

C'est ainsi qu'il a évoqué et salué la décision du Niger de fournir des hydrocarbures à son pays et au Burkina Faso pour les aider à minimiser les conséquences des sanctions de la Cédéao.

Après la cérémonie d'ouverture, les trois chefs d'État et les membres de leurs délégations se sont retirés pour poursuivre les discussions à huis clos. Les conclusions de leurs travaux sont attendues dans la soirée de ce samedi.

Les trois pays de l'AES, avaient annoncé en janvier leur départ de la Cédéao, une organisation qu'ils jugent ''instrumentalisée'' par la France, ex-puissance coloniale avec laquelle ils ont multiplié les actes de rupture.

L'AES couvre l'espace géographique du Liptako-Gourma, une région historique transfrontalière de l'Afrique de l'Ouest et du Sahel, partagée entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger.

Agence Anadolu
6 Juillet 2024



L'Assistance au premier sommet des Etats du Sahel